



# SOMMAIRE

**ALLEMAGNE** 3  
Le « modèle allemand » est mort  
*Manuel Kellner*

**RUSSIE** 4  
L'après 16 juin !  
*Livio Maitan*

**BOSNIE-HERZEGOVINE** 5  
Entre Dayton et les élections  
*Catherine Samary*

**POLYNESIE** 8  
Un avenir incertain  
*Laurent Durose*

## *Dossier: Extrême-droite et racisme en Europe*

Mobilisations contre  
le racisme d'Etat 11  
*Albert Rochal*

Le FN veut en découdre ! 14  
*Arnaldo Castelleras*

Europol : un instrument  
de contrôle 21  
*Mads Bruun Pedersen*

La petite Bretagne  
dans la forteresse Europe 23  
*Simon Deville*

Belgique et France 25  
*Vincent Scheltiens et Luc Boisset*

**COREE DU SUD** 26  
Un « carnaval de réaction »  
*Terry Murphy*

**MEXIQUE** 29  
Rencontre dans la jungle de Berlin  
*Braulio Moro*

**ETAT D'ISRAËL** 31  
Une société morcelée  
*Michel Warshawski*

**LIVRES DU MOIS** 35

**NOUVELLES DU MONDE** 36  
Contre le G7 ; la LCR en fête.



Il y a un an, le 20 juillet 1995, Ernest Mandel, nous quittait. Ce mois-ci se tient au Centre d'études Ernest Mandel un séminaire sur « The contribution of Ernest Mandel to Marxist Theory » du 4 au 6 juillet. Nous en publierons un compte rendu dans notre prochaine livraison.



Quel socialisme aujourd'hui ?  
Par Daniel Bensaïd, p 17.



# Le modèle allemand est mort

Manuel Kellner  
Bonn, juin 1996

**PENDANT LONGTEMPS, L'ALLEMAGNE** s'est présentée comme un « modèle » aux autres pays européens : une économie et une monnaie stables, des syndicats puissants, mais fonctionnant de façon mesurée dans le cadre d'un partenariat permettant d'éviter les grandes crises sociales et d'amortir sensiblement les effets du chômage.

Néanmoins, depuis la grande manifestation du DGB et des mouvements sociaux du 15 juin à Bonn contre la nouvelle offensive d'austérité du gouvernement Kohl et du patronat, il semble bien que le temps du « modèle allemand » touche à sa fin.

Quelques éléments se rapportant à la situation objective permettent d'en saisir la raison :

▶ le chômage atteint officiellement 4 millions de personnes. D'après le DGB et les organisations mutualistes ce chiffre est de 6 à 7 millions et cela indépendamment de la conjoncture ;

▶ l'industrie en ex-RDA a été détruite. Pour les trois premiers mois de 1996 le taux de croissance y a été estimé officiellement à zéro. Cela vient se greffer sur un fond de chômage bien plus important qu'à l'Ouest et un niveau de vie bien plus bas que dans le reste de la République. En 1995, 6 000 firmes ont connu la faillite, ce chiffre s'élèverait à 7 500 en 1996, d'après les estimations officielles ;

▶ l'Allemagne championne de la « discipline monétaire » n'est plus en mesure de remplir les « critères de Maastricht » ;

▶ pour « économiser » de l'argent le gouvernement mène une offensive sans précédent contre un nombre considérable d'acquis sociaux, tout en multipliant les cadeaux aux patrons et aux riches ;

▶ le patronat est de plus en plus agressif, demandant la baisse nominale des salaires et la flexibilité totale ;

▶ depuis des années le SPD a cessé d'apparaître comme un parti d'opposition, pour se présenter en « partenaire junior » du gouvernement. Quant aux Verts ils s'adaptent de plus en plus, portant ainsi atteinte à leur image écologiste et pacifiste. Le PDS subit une pression contradictoire : d'un côté il a besoin d'acquiescer plus de crédibilité en jouant « le rebelle » et de l'autre il a besoin de soigner son image de parti susceptible de participer à des coalitions gouvernementales.

Au congrès de l'IG Metall — toujours fort de 2,7 millions de membres — son président, Klaus Zwickel, sans la moindre consultation de la base, avait proposé un « pacte pour l'emploi » offrant une modération des salaires en contrepartie de la création de 330 000 emplois dans la métallurgie pendant trois ans, d'une amélioration de la situation des apprentis et la renonciation du côté du gouvernement au démantèlement des acquis sociaux. La table ronde qui s'organisa à

cette occasion, regroupant gouvernement, syndicats et patronat, enregistra la promesse de « deux million de nouveaux emplois jusqu'à l'an 2 000 » sans pour autant fournir la moindre mesure transitoire pour y arriver.

Le DGB, pour la première fois, signait un document commun avec le gouvernement et le patronat (intitulé « pacte pour l'emploi et pour le lieu de production Allemagne ») dans lequel non seulement il acceptait de se placer dans le cadre néolibéral mais également de consentir à la baisse des allocations de chômage de 3 % (au lieu des 5 % prévus initialement par le gouvernement).

Néanmoins, après les élections régionales, où les partis gouvernementaux (CDU, CSU et FDP) surent se donner une image responsable et apparaître désireux de coopérer avec les syndicats, le gouvernement brisa le pacte avec mépris en annonçant de nouvelles mesures d'austérité pour épargner 50 milliards de Marks (la moitié au niveau fédéral, l'autre moitié au niveau des Länder). Le DGB quitta la table ronde et depuis la fin avril, les directions syndicales, avec des nuances importantes selon la branche, misent sur « un pacte par en bas » : une mobilisation limitée et contrôlée. Au niveau des communes, des régions et surtout des entreprises, des « pactes pour l'emploi » sont synonymes de flexibilisation et régression négociées contre des « concessions », mais au niveau de national, si ce n'est pas la confrontation, c'est quand même la protestation qui est à l'ordre du jour.

**UN DÉBUT DE PRESSION DE LA BASE** sur les directions syndicales se dessine en même temps qu'une dynamique autonome de mobilisation, des initiatives contre le chômage et l'exclusion, de la part des étudiants, des syndicalistes oppositionnels, etc. Il y a un débat, officiel aujourd'hui dans les syndicats, sur la grève politique ou la grève générale contre le gouvernement.

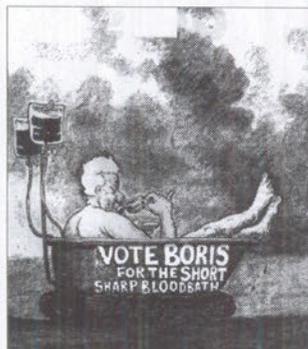
Les conflits autour des conventions collectives (textile, chimie, acier, fonction publique) ont eu pour résultat de faire obstacle aux revendications patronales et gouvernementales les plus radicales. Mais ils ont également eu pour résultat la modération des salariales (une moyenne de 1,8 % d'augmentation) sans la contrepartie revendiquée par Zwickel l'année dernière ! Dans la fonction publique ils n'ont augmenté que de 1,3 % — le partenariat social, la conciliation avec sa « paix sociale » brisèrent l'élan du mouvement de grèves d'avertissement. A l'est, les salaires n'atteignent que 85 % de ceux de l'ouest (avant : 84 %).

En s'appuyant sur les grèves de protestation de fin juin, il faudrait relancer un puissant mouvement interprofessionnel lors des débats sur les mesures d'austérité au Bundestag, dans la métallurgie, dans les médias et divers autres secteurs. Si cela réussit à la rentrée, on pourra parler d'un début de renversement du rapport de forces entre les classes en Allemagne. ★

# Russie : après le 16 juin

Livio Maitan

Rome, 23 juin 1996



**EN JUGEANT SANS DISPOSER** pour l'instant de tous les éléments d'analyse nécessaire, les résultats du premier tour des présidentielles en Russie semblent confirmer des tendances déjà décelables lors des élections pour la Douma de décembre 1995. On peut faire synthétiquement les considérations suivantes.

**1-** Comme cela est arrivé depuis plusieurs années en Europe orientale, s'est produite à une échelle encore plus vaste en Russie, une réaction de rejet des régimes surgis de l'écroulement des sociétés de transition bureaucratiques. C'est la conséquence d'une chute prolongée de l'économie, d'un déchirement du tissu social, de l'inexistence d'un cadre institutionnel un tant soit peu efficace et réellement démocratique, de l'émergence de nouvelles couches exploiteuses s'enrichissant par toutes sortes d'opérations financières et commerciale sans scrupules, voire criminelles et de l'appauvrissement d'une large majorité de la population. Au niveau politico-idéologique cela a débouché sur un brusque déclin des illusions sur les vertus de l'« économie de marché » et de la « démocratie occidentale » allant de pair avec une perte d'influence rapide des cercles ou regroupements politiques et intellectuels qui avaient contribué le plus à nourrir ces illusions.

**2-** Cette réaction de rejet s'exprime, y compris au niveau électoral, sous des formes différentes et, au moins partiellement, opposées. En ce qui concerne le désarroi qui a provoqué une dépolitisation croissante après les quelques années de réflexion critique et de mobilisations (notamment entre 1987 et 1990), il y a, d'un côté, un réflexe plus ou moins élémentaire amenant à condamner ceux qui sont considérés responsables du démantèlement des acquis sociaux du régime précédent, de l'autre, des sentiments de frustrations inspirés par la décadence du pays et la perte du rôle que celui-ci avait joué pendant des décennies à l'échelle internationale. Dans la mesure où il peut effectivement exister une nostalgie du passé, il ne s'agit pas, à quelques exceptions près, d'une nostalgie de l'époque stalinienne (et notamment des années 30), mais plutôt d'un souvenir idéalisé de cette époque de Brejnev, où l'État bureaucratique s'était sclérosé davantage dans un contexte de stagnation économique croissante, mais il n'y avait plus de répressions massives et de larges couches de la population avaient enregistré une amélioration de leur niveau de vie. C'est, entre autres, un tel sentiment qui a poussé des millions de citoyens, surtout ceux d'un certain âge, à voter pour Ziouganov.

**3-** Les événements qui se sont produits dans les mois qui ont précédé les élections et dans les jours qui les ont immédiatement suivies, ont souligné l'instabilité et la précarité extrême de la situation du pays. Déjà à la veille des élections pour la Douma, Eltsine, dans le but d'accroître ses chances, avait pris une série de mesures visant à alléger un tant soit peu les

conditions des couches les plus frappées par son « néo-libéralisme » outrancier et avait même mis à la porte des personnages parmi les plus engagés dans cette voie. Après l'annonce des résultats du 16 juin il lui a fallu moins de 48 heures pour lancer l'éclatante opération de cooptation de son concurrent principal après Ziouganov, le général Lebed, et pour limoger deux parmi ses collaborateurs les plus proches et les plus redoutables, Aleksander Korjakov, chef du département de sécurité du Kremlin, et Mikhaïl Barsoukov, chef du Service fédéral de sécurité, ainsi que le vice-premier ministre Oleg Soskovest et le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, en redonnant un nouveau souffle à des partisans résolus de l'« économie de marché » et des privatisations qu'il avait auparavant éloignés (dont Tchoubaï). Nous ne savons pas si, comme certains le prétendent, un pacte avait été scellé auparavant entre Eltsine et Lebed et si le président sortant avait effectivement aidé la campagne du général qui pourtant le critiquait durement, dans l'espoir que celui-ci enlèverait des voix à Ziouganov. Toujours est-il qu'au cours de sa campagne, Lebed s'est prononcé pour des solutions économiques proches de celles d'Eltsine et a condamné tout « étatsisme » excessif et surtout qu'un accord a été annoncé à toute vitesse après le scrutin. Dans quelle mesure s'agit-il d'un accord durable, c'est une autre paire de manches. A un moment donné, Eltsine pourrait juger trop dangereux le rôle acquis par Lebed et remettre en question le rapport de forces actuel au sommet de son pouvoir. De son côté, Lebed s'efforcera d'accroître son influence dans le but d'augmenter ses chances de succéder à Eltsine, voire même d'accélérer cette succession. Rien n'élimine non plus l'hypothèse qu'Eltsine éventuellement réélu ne soit amené, pour différentes raisons, à s'adonner à de nouvelles opérations tactiques, à recomposer son équipe elle-même, sinon à opérer de nouveaux tournants.

**4-** Finalement, il existe des différences certaines entre les partis « ex-communistes » reconvertis qui sont au gouvernement, par exemple, en Pologne et en Hongrie et le Parti communiste de la Fédération russe (PCFR) de Ziouganov, qui n'a pas accompli les mêmes opérations de révision et réajustement théorique et politique vis-à-vis du passé. Le PCFR est sous plusieurs aspects ambigu, ne semble pas avoir tiré les leçons essentielles de la faillite des sociétés de transitions bureaucratiques et cherche toujours à conclure des accords avec des formations nationalistes y compris d'extrême-droite. Ziouganov lui-même n'est pas moins ambigu : pour reprendre une appréciation d'Alexandre Bouzgaline, il constitue « un mélange : social-démocrate en économie, étatiste en politique, communiste-chrétien orthodoxe dans le domaine idéologique, chauvin dans celui de la géopolitique » (*Le Monde diplomatique*, juin 1996). Toutefois, s'il devient président, il devra faire face à des situations tout à fait comparable à celles auxquelles ont dû faire face les partis susmentionnés et dans le contexte et le rapport de forces donnés, il sera, fort probablement, amené à faire des choix analogues sur le fond, même s'il cherche à attribuer un rôle plus important au secteur de l'État, à prendre des mesures protectionnistes et à adopter une politique étrangère plus autonome. Dans tous les cas de figure, la Russie ne connaîtra ni une relance économique majeure, ni une stabilisation sociologique, même sous le règne de Ziouganov. ★

# Bosnie-Herzégovine

## Entre Dayton et les élections

Les élections prévues dans les accords de Dayton sur tout le territoire de la Bosnie-Herzégovine sont le premier test, sinon de la réunification du pays, du moins de ce qu'est l'après-guerre.

Par Catherine Samary  
Juin 1996

ELLES DEVRAIENT SE TENIR AVANT la fin du mois de septembre — une date dont la proximité tient plus aux impératifs de la politique américaine qu'aux conditions requises sur le terrain pour que de telles élections soient autre chose qu'une mascarade : il est prévu que l'IFOR (Implementation Force — force d'application, sous commandement de l'OTAN) se retire fin décembre prochain. Et il est nécessaire pour Clinton, dans le contexte électoral qui se prépare aux États-Unis, de pouvoir faire état d'un minimum de « normalisation » de la situation avant le retrait des boys... Et par-dessus tout, il faut pouvoir partir avant que ne se réalise la hantise d'un « syndrome somalien », ou toute autre forme d'enlèvement, pire, d'affrontements. Rien ne sera donc fait (notamment pas l'arrestation de criminels de guerre) qui puisse mettre les troupes de l'IFOR en position d'otage ou dans un engrenage de conflits. C'est pourquoi on dit en Bosnie que l'IFOR s'UNPROFORise (du nom des forces de l'ONU que l'OTAN a remplacées). Autrement dit, comme on s'y attendait, ces troupes servent plus à entériner les divisions territoriales que la réunification du pays.

On voit mal dans ce cadre comment s'organiseront ces élections — et quand (si) elles auront effectivement lieu. La libre circulation des personnes est pour l'instant une chimère. Or les gens ont le droit théorique de voter dans les localités où ils étaient inscrits lors du dernier recensement de 1991... (Ceci est d'ailleurs vrai pour les réfugiés qui sont à l'étranger). Chacun(e) doit aussi pouvoir s'inscrire sur les listes électorales de son choix. Mais la simple visite de cimetières par des familles musulmanes à Srebrenica (en République serbe de Bosnie-Republika Srpska) ou à Capljina (en « zone croate » de l'Herceg-Bosna) a été interdite par les chefs de guerre serbes ou croates locaux qui tiennent aux nettoyages ethniques de ces villes. Le retour des réfugiés est exclu là où leur communauté n'est pas majoritaire.

Le point de vue implicite des « grandes puissances » est au moins convergent sur un point : si l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine a lieu — et cette hypothèse fait sans doute partie du non-dit des diplomates —, il ne faut pas qu'il survienne trop tôt (avant le départ des troupes de l'IFOR). Et surtout, il ne faut pas qu'il prenne une forme explosive incontrôlable. C'est pourquoi les États-Unis comme les gouvernements européens se sont fondamentalement appuyés à Dayton sur un accord entre le président serbe Milosevic et le président croate Tudjman. Leurs rencontres, dès avant la guerre, visaient une redéfinition des « frontières ethniques » de la

Serbie et de la Croatie, au détriment de la Bosnie-Herzégovine — un accord similaire avait déjà eu lieu en 1939...

Les frappes de l'OTAN, loin d'avoir été « anti-serbes », ont visé à affaiblir Karadzic au bénéfice de Milosevic. Et elles ont « fait passer » la reconnaissance, dans les accords de Dayton, de la Republika Srpska ... pour laquelle s'était battu Karadzic, en la ramenant, avec l'aide des armées croate et bosniaque, aux pourcentages acceptés dans les négociations. Tant pis pour les populations qui ne se trouvaient pas dans le bon lot... Parallèlement, la fédération croato-musulmane, mise en place sous pression américaine en mars 1994, visait à la fois à équilibrer le rapport de force militaire face aux nationalistes serbes, à atténuer le martyre vécu par les Musulmans attaqués sur deux fronts et à soutenir au sein du SDA (parti dominant musulman) l'aile laïque « *boshniaque* » (1) contre son aile islamiste, tournée vers l'Iran. Dans le cadre de l'alliance croato-musulmane, c'est en pratique l'armée croate qui a reçu l'essentiel de l'aide américaine. Mais on sait que dans la coulisse de Dayton, le gouvernement de Sarajevo s'était vu promettre une aide logistique et militaire américaine dont le but — du point de vue de Clinton — était d'assurer un rééquilibrage des forces comme condition du départ de l'OTAN. Mais aujourd'hui l'ensemble de ce dispositif bat de l'aile.

### UN DISPOSITIF FRAGILE

La « normalisation » côté Belgrade laisse pour l'instant en suspend la question du Kosovo (2). Mais les visas serbes pour entrer en Albanie ont été supprimés. Macédoine et République fédérale yougoslave (RFY) se sont reconnues mutuellement (n'en déplaît à la Grèce). Et les accords Milosevic/Tudjman sur les questions de frontières sont à peu près stabilisés. Le pragmatique Milosevic est donc plus que jamais un « atout » majeur pour un nouvel ordre balkanique. C'est la raison pour laquelle tous les États de l'Union européenne viennent de reconnaître la RFY — y compris l'Allemagne : celle-ci est doublement intéressée à une paix régionale, pour ses investissements mais surtout pour renvoyer « chez eux » la grande masse des réfugiés de l'ex-Yougoslavie, y compris au Kosovo.

1) Rappelons que les Musulmans bosniaques ont été reconnus sous Tito comme une communauté nationale, de culture islamique et de langue serbo-croate, face aux Serbes (orthodoxes) et aux Croates (catholiques). Pour éviter les confusions la communauté (Musulmans avec majuscule) est aujourd'hui désignée par le terme « *boshniaque* ». Il exprime ce faisant l'attachement séculaire de cette communauté à la Bosnie-Herzégovine comme identité nationale, par différence avec une identité marquée par la religion. Le mot *boshniaque* doit être distingué de « *bosniaque* » qui désigne l'ensemble des citoyens de la Bosnie.

## ★ BOSNIE-HERZEGOVINE

Milosevic peut en tirer quelques deutsche Mark... Mais s'il a pu ainsi consolider sa position et signer les accords de Dayton au nom de tous les Serbes, il n'a pas les coudées franches pour écarter de sa route un Karadzic qu'il a lui-même aidé à faire la guerre... L'indicatif téléphonique de la Republika Srpska est celui de Belgrade, sa monnaie aussi. Restent à consolider l'emprise des forces de police fidèles à Belgrade contre celles de l'armée de Karadzic et à construire une base électorale au Parti socialiste, contre le SDS de Karadzic. Pour cela, Milosevic a besoin du cessez-le-feu et du temps que lui fournissent les accords : il appliquera le « volet militaire » de Dayton en réduisant les forces armées bosno-serbes (au profit d'une police qu'il contrôle)... Et il a tout intérêt aux élections pluralistes en Republika Srpska : plusieurs dizaines de partis sont déjà en lice, et le parti socialiste apparaît comme la principale force d'opposition au SDS de Karadzic. Les changements de rapports de forces ne manquent pas de provoquer aussi des différenciations au sein de ce parti. Mais c'est précisément pourquoi Karadzic a récemment mis à l'écart son Premier ministre, Rajko Kasagic. Celui-ci se rapproche de Milosevic. Il incarne en outre Banja Luka, grande ville historiquement et géographiquement plus proche de Zagreb que de Sarajevo et candidate à être capitale de la Republika Srpska contre le fief de Pale où règne Karadzic. Inculpé comme « criminel de guerre », celui-ci joue aujourd'hui son pouvoir, ses privilèges, sa liberté — si ce n'est sa vie. La guerre l'a trop visiblement enrichi pour qu'il soit populaire. Mais s'il peut se présenter comme « martyr » (victime des grandes puissances ou de Milosevic), il peut trouver une certaine solidarité, d'autant que Dayton a légitimé ce pour quoi il a conduit la guerre : la Republika Srpska. Le rapport de forces n'est pas en sa faveur, mais il peut mener une politique de fuite en avant, de provocations et de blocage des accords de Dayton (en tant qu'ils établissent des institutions communes à toute la B-H), boycottant les élections et provoquant un référendum séparatiste. Il peut aussi accepter de se mettre à l'écart s'il obtient de sérieuses garanties de ne pas aller à La Haye et d'avoir une bonne retraite...

Côté Fédération croato-musulmane, la situation est plus problématique encore. En renforçant l'armée croate, en reconnaissant la Republika Srpska, et en s'appuyant sur l'accord Milosevic-Tudjman, les États-Unis ont de facto consolidé une dynamique de Grande Croatie. D'autant plus que le ministre de la Défense croate est un émigré herzégovinien d'extrême-droite, Gojko Susak, directement responsable depuis le début 1992 de la construction en Bosnie-Herzégovine de l'Herceg-Bosna. L'arrogance récente de Tudjman a été à la mesure du sentiment de force et d'impunité dont il a disposé dans le nettoyage ethnique des Serbes sécessionnistes de la Krajina croate cet été. Commis à l'ombre des horreurs de Srebrenica et avec l'accord manifeste de Belgrade, cette opération militaire s'est accompagnée d'une modification immédiate de la constitution croate : les amendements favorables à la minorité serbe (12 % de la population, à l'époque — moins de 5 % aujourd'hui) qui y avaient été intégrés sous pression internationale ont été supprimés. Ce qui a notamment permis à Tudjman de faire baisser de 13 à 3 la représentation des Serbes au Parlement. Aux dernières élections, Tudjman n'aurait pas eu de majorité sans cette mesure, combinée aux votes des Croates de la diaspora (et de ... Bosnie-Herzégovine) en sa faveur. Minoritaire à Zagreb, il n'a pas accepté le verdict des urnes et repoussé le nouveau maire. Et il n'a cessé de faire obstruction aux activités du Tribunal de La Haye (promouvant dans l'armée croate les chefs de guerre de l'Herceg-Bosna inculpés pour crimes de guerre...). Contrairement au côté serbe, c'est directement le parti de

Tudjman (HDZ, purgé début 1992 de ses Croates les plus « bosniaques ») qui règne en Bosnie-Herzégovine. Et il maintient, en dépit des accords de Dayton qui privilégient la Fédération croato-musulmane, l'Herceg-Bosna où toute vie commune avec les Musulmans est rejetée...

## ENJEUX POLITIQUES ET IDENTITAIRES

Le dépeçage serbo-croate de la Bosnie-Herzégovine s'est appuyé depuis le début de la guerre sur une même argumentation de fond à Belgrade et à Zagreb : il n'y a pas de « nation bosniaque », la Bosnie-Herzégovine est « une création artificielle de Tito » — de même que la « nation musulmane ». Ce dernier point a exploité, qui plus est, le glissement « Musulman (nation) » = musulman (religion) = fondamentalisme. Or s'il est bien au plan international un nouvel ennemi, après la chute du « communisme », c'est le fondamentalisme. L'argument « historique » sur la Bosnie-Herzégovine est évidemment fallacieux (3). Quant aux « Boshniaques » (mot désormais utilisé pour remplacer le mot Musulmans en tant que communauté ethnico-nationale slave), ils ne sont pas plus « artificiels » que les Croates (catholiques) ou les Serbes (orthodoxes) — tous trois parlant des variantes du serbo-croate (4)... L'identité des uns et des autres est historique, évolutive, tributaire aussi de choix politiques : beaucoup de Serbes, de Croates et de Boshniaques de Bosnie se sentent d'abord citoyens « Bosniaques » — se sentaient souvent « Yougoslaves ». La crise et la guerre ont forcé à de nouvelles polarisations où les choix identitaires ne sont pas « libres » — et dépendent du type d'État dans lequel on veut vivre... La nouvelle constitution et les prochaines élections en Bosnie-Herzégovine ne donnent pas une place de citoyen(ne)s égaux à tou(te)s les Bosniaques du mélange...

Quant aux Boshniaques (ou Musulmans), ils sont actuellement polarisés entre ceux qui se sentent d'abord citoyens bosniaques et votent pour des partis politiques non nationalistes ; ceux qui ressentent un « nationalisme boshniaque » s'appropriant d'autant plus la Bosnie-Herzégovine que les nationalismes serbe et croate la nient ; et ceux dont l'identité première est d'abord l'islam (ce qui n'en fait pas pour autant des « fondamentalistes »...). Le SDA (parti musulman dominant) a incorporé cette hétérogénéité. En gros on y distinguait deux ailes. La première avait pour objectif la réislamisation de ces « Musulmans » qui fréquentent plus les bistrotts que les mosquées. Aljia Izetbegovic n'a jamais caché ses convictions religieuses « éclairées », exprimées dans la « déclaration islamiste » écrite en 1970. Et c'est cette dernière qui a été à Belgrade et Zagreb exploitée non pas pour « prouver » l'existence d'un courant islamiste (ce qui est évident) mais pour « démontrer » la réalité d'un « danger fondamentaliste » légitimant la guerre et le dépeçage de la Bosnie... Izetbegovic est clairement en faveur d'une reconquête de l'Islam sur les âmes et sur l'État.. Mais près de 50 % de la Bosnie-Herzégovine était en 1991 athée ; avec 16 % seulement de Musulmans pour 43 % de Boshniaques (Musulmans au sens national). Une grande partie de ces derniers rejoignait les Serbes et les Croates dans leur hostilité à un État musulman... C'est pourquoi Izetbegovic a constamment oscillé entre deux variantes d'une même politique : soit accepter la division de la Bosnie — en disposant d'un « État musulman » ; soit utiliser le SDA et le pouvoir à la tête d'une Bosnie-Herzégovine laïque et multi-ethnique pour consoli-

2) Cf. « La Serbie dans la tourmente de la paix », *Le Monde Diplomatique*, juin 1996

3) Cf. « L'identité incertaine des Musulmans bosniaques », *Manière de voir*, publications du *Monde Diplomatique*, Avril 1996

4) On distingue désormais les langues serbe, croate ou bosniaque...

der sa composante islamique. L'ambiguïté de sa position est qu'il était président de la Bosnie (parlant dans les négociations sous la pression de tous ceux qui soutenaient l'unité de la Bosnie) et en même temps chef d'une tendance religieuse — ce qui a évidemment affaibli la cause bosniaque. Bien que son opposition non nationaliste soit représentée au Parlement bosniaque, l'intérêt d'Izetbegovic était d'avoir en face de lui des partis nationalistes serbe et croate forts et susceptibles d'organiser la population sur des bases exclusivement communautaristes. Cette forme d'organisation dispose d'une très forte tradition dans les campagnes, où les Églises sont plus influentes, les mariages mixtes rares, les communautés villageoises plus juxtaposées que mélangées.

C'est l'ex-Premier ministre, Haris Silajdzic, qui incarnait le plus la deuxième aile laïque et pro-américaine du SDA. Celle-là trouve son identité dans l'attachement à la Bosnie-Herzégovine plus que dans la religion. La guerre maintenait ensemble ces composantes — et poussait à demander l'aide de tous ceux qui voulaient bien la donner. Aujourd'hui le SDA explose — Haris Silajdzic vient de former son propre « Parti pour la Bosnie ».

## L'HEURE DES CHOIX

C'est l'heure des choix...et de la domination impérialiste sur la Bosnie « unie et divisée » de Dayton... Lorsque le gouvernement de Sarajevo a cherché la solidarité et l'aide des pays islamiques — notamment de l'Iran, sur le plan financier et militaire —, les États-Unis, cherchant à se concilier le monde musulman, y ont trouvé « des ponts » pour leur propre diplomatie. Mais aujourd'hui, la « paix » exige d'avoir un pouvoir bosniaque fiable, assurant la stabilité de la Fédération croato-musulmane. La composante islamiste du SDA et ses liens avec l'Iran, deviennent dès lors problématiques...

En effet, les « alliés » croates ne se privent pas de fournir des arguments sur « l'impossibilité de vivre ensemble » avec les « fondamentalistes » — de même qu'ils ont empêché hier les armes venues d'Iran d'aller jusqu'à Sarajevo. Dans Mostar — « capitale » de l'Herceg-Bosna croate —, les miliciens croates d'extrême-droite ont systématiquement empêché l'unification de la ville après avoir détruit sa partie musulmane. Dans une interview (5), le président bosniaque considère qu'une partie des Croates bosniaques (celle qui détient le pouvoir de l'armement) ne veut pas de la Fédération : « ils ne veulent pas le dire publiquement, et de ce fait ils appliquent une tactique d'épuisement pour que nous soyons les premiers à dire que nous en avons assez de ce jeu, et pour que nous annulions le projet de la Fédération. » Et les services secrets américains trouvent une ample collaboration côté croate pour mettre au clair tout ce que l'Iran a pu apporter — sous forme d'argent, de Moudjahidin, de personnel intégré au pouvoir de Sarajevo. Toutes ces informations révélées dans la presse américaine ont rendu Clinton particulièrement nerveux et peu « diplomatique » dans les purges imposées. Le comportement impérialiste est de plus en plus mal vécu, même parmi les courants hostiles au SDA et à toute orientation vers un État musulman. Le journal *Dani* écrit ainsi (6) : « Les rapports américano-bosniaques concernant l'Iran entrent dans une phase nouvelle. L'ambassadeur américain Madeleine Allbright (...) l'a annoncé par ces mots "les messagers de la haine doivent être retirés, qu'ils viennent de Pale ou de Téhéran". Ces propos ne permettent aucun doute : l'Amérique a l'ambition de choisir pour la Bosnie non seulement ses amis mais aussi ses ennemis ! Une telle politique ne choisit pas ses méthodes (...) : elle jette au visage des victimes le gant de la provocation, en mettant sur un

même plan le synonyme du mal [Pale] et celui d'une aide amicale [Téhéran] qui se situe au même niveau que celle de Washington ». Au-delà de la naïveté du propos sur « l'aide amicale », la crudité des diktats américains est décrite comme une « haïtisation » de la Bosnie-Herzégovine (*Dani* n°14, mars 1996) qui laisse « peu de choix ». En attendant le départ du dernier Moudjahidin (quelques dizaines de combattants, dit-on), les États-Unis ont retiré l'aide qu'ils avaient promise au gouvernement de Sarajevo. La dissolution de « l'Agence d'État » (services secrets du gouvernement de Sarajevo) exigée conjointement par les forces croates et les États-Unis a été un premier résultat obtenu par Clinton. Est-ce que la relativisation politique du SDA au profit du « Parti pour la Bosnie » d'Haris Silajdzic (donné grand vainqueur des élections) sera suffisante pour stabiliser la Fédération ? Tout dépend conjointement des pressions internationales exercées sur Tudjman. La décision récente de reporter sine die l'adhésion de la Croatie au Conseil de l'Europe marque une prise de conscience (tardive) de la réalité et de l'instabilité réelle que produit la politique de Grande Croatie.

La consolidation de la Fédération serait un mieux par rapport à l'hypothèse d'un éclatement laissant un État musulman croupion, coincé entre deux États hostiles, terreau le plus favorable à la montée effective du fondamentalisme. Mais elle ne serait pas pour autant le signe de l'unité retrouvée d'une Bosnie-Herzégovine multiculturelle et basée sur une égalité de tous ses peuples et de tou(te)s ses citoyen(ne)s. Le programme et le comportement d'Haris Silajdzic ne sont pour l'instant pas clairs sur ce plan. Les seuls courants qui se battent effectivement pour l'unité de la Bosnie se définissent comme « l'alternative démocratique ». En mars dernier, environ 70 représentants de formations politiques et civiques et de médias indépendants de tout le territoire bosniaque — à l'exception notable de l'Herceg-Bosna — se sont réunis à Tuzla. Ils ont souligné le fait que les élections prévues à l'automne 1996 seront « l'une des dernières chances pour briser la logique totalitaire qui veut que les citoyens de Bosnie-Herzégovine soient représentés uniquement par les trois partis nationalistes et leurs trois dirigeants ». Ils ont « exigé de la commission électorale de l'OSCE qu'elle garantisse à tous les citoyens le droit de voter ou d'être élus à la présidence et au parlement de la république de BH ». Ils ont également demandé « la constitution de fonds communs également accessibles à tous les candidats et tous les partis dûment inscrits ». Les participants de la réunion de Tuzla demandent que tous les partis et médias indépendants soient associés aux travaux de la Commission électorale. L'Union des sociaux-démocrates (OBSD — organisation du maire de Tuzla, Selim Beslagic) a lancé la proposition d'un regroupement sous le slogan « Oui, pour la Bosnie-Herzégovine » de toutes les forces du pays favorables à une Bosnie unie et démocratique. Cinq partis de l'opposition (outre l'organisation de Beslagic, le Parti social-démocrate, l'Organisation des Musulmans bosniaques, le Parti paysan croate, le Parti républicain) doivent signer prochainement un accord de coalition en vue des élections. Pourraient aussi s'y associer le Cercle 99 de Sarajevo, les Cercles démocratiques de Tuzla et Bihac, les Forums de citoyens de Zenica, Tuzla et Gorazde, mais aussi le Parti libéral de Miodrag Zivanovic à Banja Luka, et des opposants du Parlement de Pale comme Milorad Dodik du Parti des Sociaux-démocrates indépendants. La prochaine réunion de « l'Alternative démocratique » doit d'ailleurs se réunir ... à Banja Luka. Et la coalition proposée est bien sûr ouverte au parti de Haris Silajdzic. A suivre...



5) Cf. *Dani*, n°15, édition française, d'avril 1996, diffusé par *Cause Commune Presse*, 31 rue du petit Musc, 75004 Paris, tel 48 04 97 35

6) Cf. n° 15 cité

## Un avenir incertain

Après l'arrêt des essais, une double inquiétude se répand en Polynésie Française (Te Ao Maohi). Tout d'abord et surtout quel avenir économique, quelles réponses au chômage massif — touchant majoritairement la population autochtone, les femmes et les jeunes —, quelles alternatives à l'argent de la bombe ? Cette inquiétude conduit à un exode rural massif, à la mise en place d'un secteur tertiaire et d'une fonction publique pléthoriques, à l'arrivée aux rênes du pouvoir d'une classe bourgeoise très aisée.

Laurent Durose  
juin 1996

UNE AUTRE CONSÉQUENCE EST LA MISE EN PLACE d'un tourisme de grand luxe destructeur de l'environnement, mais très juteux pour une minorité. Le débat est très fort sur ce sujet aujourd'hui entre les partisans de cette forme de tourisme et ceux plus favorables à un tourisme intégré à la culture maohie. La population s'oppose de plus en plus à l'implantation de nouveaux complexes. Après quatre ans d'occupation et une expulsion en janvier, le chantier du futur hôtel Méridien de Rivnac à Punaauia, se déroule sous la surveillance de 300 gendarmes ! La deuxième interrogation concerne l'avenir des atolls irradiés de Moruroa et de Fangataufa : que va devenir le centre d'essais, quelles conséquences pour le futur de la présence des déchets nucléaires enfouis ? Est-il nécessaire de rappeler que la période de demi-vie du plutonium est de 24 000 ans ?

Sur les plans économique et politique, l'Etat français a répondu de deux manières. Flosse, président RPR du Territoire, a obtenu le versement de 900 millions de francs par an pendant 10 ans, sans véritable projet ni contrôle, continuité d'une politique qui a fait tant de ravages. Il a négocié un nouveau statut pour la Polynésie. Cette nouvelle autonomie est taillée sur mesure pour le « petit frère » de Chirac ! Ses pouvoirs sont considérablement accrus en matières politique, économique : contrôle des eaux territoriales, plus de facilités pour la mise en place du budget... Il s'est même donné une étiquette antinucléaire en allant signer au nom de la France le traité de Rarotonga de déclunéarisation du Pacifique Sud. En aucun cas, ce nouveau statut ne réglera rien : l'installation de casinos, l'offensive contre l'indivision des terres (en cas de succession) pour faciliter la construction d'hôtels de luxe sont autant de mauvais coups portés au

peuple maohi. L'idée de Flosse est d'aller vers le modèle des îles Cook où la Nouvelle-Zélande ne possède plus que les compétences de défense, justice et monnaie.

Concernant la seconde inquiétude, une polémique s'instaure maintenant sur la restitution de ces atolls par le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP). Une délibération de l'assemblée territoriale en 1964 stipulait qu'en cas de cessation d'activités du centre d'essais, ces atolls avec les infrastructures s'y trouvant redevenaient propriétés du Territoire. Or depuis quelques mois, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) s'acharne à détruire tout ce qui se trouve sur Moruroa, une ville entière dont les installations auraient permis l'aménagement d'une base de pêche moderne dans cette région du Pacifique, encore peu exploitée. A Fangataufa, « comme il n'y a aucune séquelle des essais », l'armée a envisagé le remblai donc la fermeture de la seule passe d'accès au lagon, alors que dans le même temps le Territoire (pour désenclaver certains atolls) fait, lui, dynamiter des passes. Pourquoi cet acharnement ? Cette obstination ne peut avoir qu'une raison éviter un peuplement civil, certaines zones seraient-elles contaminées, affaire à suivre ...

DANS CE CLIMAT PARTICULIER, se sont déroulées les élections territoriales le 12 mai 1996. C'est un scrutin à la proportionnelle, avec des listes par archipel : Marquises, îles Sous-le-Vent, Tuamotu-Gambier, Australes et îles du Vent (Tahiti-Moorea). Il sert à renouveler la composition de l'assemblée territoriale (41 membres), qui élit ensuite le président de ce TOM. Puis celui-ci nomme son gouvernement. Il est à noter que ces élections ont été reportées de mars à mai, pour permettre à Flosse de finir la négociation du nouveau statut,

argument électoral supplémentaire. Lui et son parti, le Tahoëraa Huiraaatira (le Rassemblement du peuple) ont fait campagne essentiellement sur son bilan, son amitié avec Chirac, contre la rupture avec l'Etat français, et contre l'indépendance, qui conduirait selon lui au sous-développement. Il a largement utilisé les médias, qui sont pour la plupart à sa botte, l'argent du Territoire a bien sûr fortement aidé au financement de sa campagne. Enfin le clientélisme et le chantage aux subventions ont aussi contribué à son succès. Le RPR local obtient 38,7 % des voix et 22 élus, 4 de plus que dans l'assemblée sortante, soit la majorité absolue. Le Aia Api (Nouvelle Patrie) et son leader, le maire populiste de Mahina, Emile Vernaudeau, se présentaient autour d'un programme que l'on pourrait résumer ainsi : une terre, un logement, un emploi pour tous. Il faisait partie de la majorité sortante et refuse de se placer dans le débat indépendance-autonomie. Cette organisation avait de grandes ambitions, l'objectif était d'avoir 14 élus, et comme le clamait haut et fort Vernaudeau, de participer à la nouvelle majorité. C'est un échec retentissant pour cet instable et opportuniste politicien, le résultat est de 15 % des voix et 5 élus, faible progression par rapport à 1991 et nombre identique de sièges.

**LA PLUS FORTE POUSSÉE EST À METTRE** au compte du Tavini Huiraaatira (le Serviteur du Peuple), Front de libération de la Polynésie, l'organisation indépendantiste du charismatique Oscar Temaru, maire de la commune la plus peuplée, Faa'a. Ce parti obtient près de 25 % des voix et 10 sièges, c'est une énorme progression, dans l'assemblée sortante il n'avait que quatre élus. Malheureusement, son programme politique était très restreint : la souveraineté nationale réglerait tous les problèmes ! Avant il disait surtout cela à propos des essais, ils sont terminés et la Polynésie est toujours sous l'emprise coloniale de la France. De plus il a multiplié les erreurs depuis 1995. Lors de la lutte contre les essais, il a empêché toute une génération de participer à leur plus grande manifestation antinucléaire. Le 29 juin 1995, alors qu'une foule de 15 à 20 000 personnes convergeait vers Papeete, Temaru a fait dresser des barrages aux entrées de la ville sans en discuter avec ses partenaires de la Flotille de la Paix, ce geste est resté gravé dans les mémoires. Fin 1995, il déclarait qu'il ne se présenterait que si tous les hommes politiques inculpés du Territoire étaient jugés. La force du Tavini était d'avoir su garder les mains propres de toute corruption. Peu de temps après, il accueillait sur sa liste Alexandre Léontieff, président du Territoire de 1987 à 1991, un des plus corrompus qui sortait juste de prison et qui venait d'avoir la « révélation indépendantiste ». Cette absence de programme, certains de ses colistiers et son comportement hégémonique ne lui ont pas permis de mordre massivement en dehors de l'électorat des déçus et des mécontents. De plus ses rapports avec la société civile, notamment avec le Conseil national des ONG du pays Maohi (CNOM) Hiti Tau ne sont pas au beau fixe.

**LES QUATRE AUTRES SIEGES ONT ÉTÉ REMPORÉS** par Taratiera Tapa de l'Alliance 2 000 (regroupement de petites formations indépendantistes), celui-ci a déjà rejoint le Tavini, par Boris Leontieff — frère d'Alexandre — du Fetia Api (Nouvelle étoile), partisan du maintien dans la République française, par Milou Ebb du Te Avei'a Mau (le vrai Cap) proche de l'UDF, et par Lucien Kimitete de Te Henua Enata Kotoa, liste marquisienne. Ce dernier défend la départementalisation de la Polynésie française contre l'indépendance. Il négocie d'ailleurs son adhésion au parti de Gaston Flosse, probablement contre certaines « aides » financières pour les Marquises.

## Entretien avec Jacky Bryant

Militant associatif et candidat sur une liste alternative aux îles Sous-le-Vent.

### Inprecor : Quel bilan tires-tu de la campagne électorale ?

**Jacky Bryant** : La campagne telle que nous l'avons vécue des îles Sous-le-Vent, et avec le recul depuis les résultats :

▸ les grands partis, Tahoëraa, Tavini et Aia à Api, ont fait apparaître la photo de leur président respectif sur les programmes ; et dans le cas du Tavini c'est Oscar Temaru qui a signé la profession de foi. Les têtes de liste locales étaient-elles que des « paravents »,

▸ la campagne sur le terrain a nécessité la présence du chef de parti, venu spécialement de Tahiti. C'est dire que les élections ont été personnalisées. Lorsque les commentateurs parlent de la bipolarisation de la vie politique polynésienne, autonomiste, indépendantiste, c'est une erreur. Nous disons que ç'a été une élection à la présidentielle ;

▸ de ce fait les autres listes, comme la nôtre, ont eu du mal à s'imposer. Les électeurs ayant un référent à l'échelle territoriale, se sont prononcés pour l'une des trois listes : Tahoëraa, Tavini et Aia à Api ;

▸ enfin, il ne faut pas oublier que ces trois têtes de listes sont tous maires et disposent d'une radio, un moyen qui n'a pas été géré correctement par le CSA ;

### ● Quelle analyse fais-tu des résultats ?

Les résultats du Tavini étaient prévisibles, à quel degré, c'était la question. Cela ne m'a pas surpris. Par contre le renforcement de la position de Flosse est étonnant. Outre qu'il a la majorité absolue, il règne en maître dans tous les archipels (en dehors de Tahiti-Moorea) avec 13 conseillers sur 19. Fort de ce résultat, il faut s'attendre maintenant à la poursuite de la politique de la main tendue. Pourquoi modifierait-il ce qui a marché pendant 30 ans. L'après-CEP, c'est dans 10 ans, puisque Chirac a annoncé que la France continuerait à payer. Quel événement majeur viendrait perturber nos eaux bleues ? Car le Tavini n'a pas fait de propositions originales et innovatrices capables d'attirer une tranche suffisante de Polynésiens. Il ne récolte pour l'instant que les exclus, les déçus du système autonomiste. L'adhésion en masse de Polynésiens reposera sur un discours plus constructif, positif, seule approche pour une indépendance viable et durable.

### ● Comment vois-tu l'avenir social et politique de la Polynésie ?

Il n'y aura pas de recomposition politique véritable tant qu'il n'y aura pas une structure fédérative à l'image du FLNKS, regroupant les mouvements de tendance indépendantiste. Le Tavini est le porte-drapeau pour l'instant. Mais l'arrivée de personnalités inculpées dans ses listes pose la question de la capacité de ce mouvement de tenir parole, par rapport à ses engagements.

Sur le plan social, les améliorations pourraient venir des syndicats progressistes, malheureusement, ils ne semblent pas être en mesure de mobiliser suffisamment. Si la démographie et la situation scolaire sont « préoccupantes », ce n'est pas demain la veille que l'on aura des mouvements à l'image de ce qui peut se passer en France.

★



Conférence de presse organisée par SOS Tahiti le 13 novembre 1995 à Paris. De gauche à droite : Marie Thérèse Danielsonn (auteur de « Morurua notre bombe coloniale »), Gabriel Tetiarahi (animateur de Hiti Tau), Laurent Ziegelmeier (militant de SOS Tahiti) et Edwin Haaia (ancien salarié du CEP, atteint de graves problèmes de santé consécutifs aux essais).

On trouvait également lors de ces élections un certain nombre de petites listes, soit indépendantistes, soit autour d'un notable local, à quelques exceptions elles n'ont fait que des petits scores. Il y avait également pour la première fois une liste soutenue par le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen, présente uniquement aux îles du Vent, menée par une jeune métisse polynésienne, qui rejetait « l'indépendance brutale de Temaru et l'indépendance cachée de Flosse ». Son score a été de 600 voix soit à peine 1 % sur sa circonscription. Globalement, on peut noter une baisse de la participation de 5 % — 81 à 76 % — soit 91 869 votants sur 126 370 inscrits. « Le ras-le-bol de la population s'accroît, surtout chez les jeunes, nombreux à ne pas avoir voté. Un reportage TV traduisait leur manque de confiance pour les candidats, pour cause de démagogie et d'inertie face aux problèmes sociaux », nous a confié récemment Roland Oldham, secrétaire général de la Confédération syndicale indépendante et démocratique des travailleurs polynésiens. De plus, le découpage électoral, donnait un poids relatif plus fort aux archipels peu peuplés, a favorisé Flosse, qui y obtient 13 de ses 22 sièges, alors que Temaru obtient 7 de ses 10 sièges dans les zones pauvres et surpeuplées.

**ON ASSISTE DONC À UNE CERTAINE BIPOLARISATION** de la vie politique polynésienne avec d'un côté les indépendantistes et de l'autre Flosse, avec la majorité absolue et un statut taillé sur mesure. Voilà ce que pense Roland Oldham de cette situation : « Le Taoheraa (...) peut se passer d'une alliance. Ce qui va rapidement le rendre insupportable à tous : autoritaire, à la limite du despotisme en général, avec l'amitié de Jacques Chirac (mais pas de l'entourage dans l'Etat local et central), cette situation risque de lui être fatale. C'est sur quoi Oscar Temaru (...) compte pour rallier (...) l'ensemble des conseillers hors Taoheraa (...) même non indépendantistes. ». Cette tactique de « front anti-Flosse », source de confusion, n'est pas souhaitable pour le peuple maohi, et se berce de beaucoup d'illusions. Elle a déjà échoué lors de l'élection du président du Territoire le 28 mai, Flosse obtenant 28 voix, Temaru 11.

Dans l'avenir, ce rassemblement peut éventuellement voir

le jour, car le Taoheraa n'a besoin de personne pour gouverner. Mais cela ne pourra se faire, vu l'hétérogénéité des partenaires, que sur une base minimale, non indépendantiste, très loin des préoccupations d'une grande majorité de la population. Par contre il serait peut-être temps qu'un certain nombre de formations indépendantistes se retrouvent autour d'une plateforme commune. C'est une des propositions de Jacky Bryant, que nous avons interviewé. Il était candidat sur une liste alternative et indépendantiste aux îles Sous-le-Vent, Heiura no Raromatai, qui faisait un certain nombre de propositions en terme d'écologie, d'économie pour un développement tenant compte des richesses locales, de refonte de la fiscalité... Cette liste a fait 5 % sur l'ensemble de cette archipel mais plus de 14 % sur l'île de Bora-Bora, où Jacky est un militant associatif reconnu. En dehors des organisa-

tions politiques, il faut regarder du côté du mouvement syndical, malheureusement très divisé. L'organisation à surveiller de près est la CSIDTP, soutenue matériellement par la CGT française, bien que ce soit un syndicat indépendantiste, ce qui est une première ! Un travail intéressant est également mené par Hiti Tau, notamment autour de projets de micro développement pour montrer à la population que la société coloniale nucléaire n'est pas inéluctable. Mais la cause nationale 1996 pour Hiti Tau est la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur l'impact des essais nucléaires sur la santé des populations autochtones. Dans le même temps, l'Etat français collabore avec la Russie pour réaliser le même type d'enquête dans l'Oural, alors qu'il s'est toujours refusé à le faire en Polynésie.

**NOUS DEVONS SOUTENIR CETTE ENQUETE** menée par les Polynésiens pour enfin essayer d'en savoir un peu plus sur les conséquences de l'humiliation que leur a fait subir la France. L'idée de Hiti Tau est d'aller vers la mise en place d'un tribunal international des peuples.

Enfin, une possibilité que personne en Polynésie ne peut exclure est la répétition d'explosions sociales, d'émeutes comme en septembre 1995. Il est vraiment temps que les révolutionnaires mènent une lutte importante en soutenant les peuples colonisés par la France.



### Vient de paraître



DOSSIER

DOSSIER :  
EXTRÊME-DROITE,  
RACISME

## Mobilisations contre le racisme D'État

Témoignage d'un éducateur de la cité de Montchovet à Saint-Etienne en France (ville ouvrière ; 2 500 personnes dont 1 055 dans une même barre de 16 étages et de 260 mètres de long appelée « la Muraille de Chine »). Taux de chômage officiel : 60 % touchant 70 % de familles d'origine immigrée ; Maison des jeunes fermée ; le collège va bientôt fermer aussi : « quand je suis dans mon bureau avec un gamin et que j'ai au téléphone le responsable d'une agence d'intérim qui m'annonce qu'il a une place mais pas pour un Maghrébin, je lui dis quoi au gamin? ».

EXTRÊME-DROITE  
ET RACISME EN  
EUROPE

Le 6 Juin 1996, des millions de personnes regardent le « Sidaction » ; ce soir là toutes les chaînes de télévision diffusent le même programme. Le président d'Act-Up Paris (Association de lutte contre le SIDA) réalise un coup d'éclat en interpellant vivement sur le plateau le ministre Douste-Blazy à propos des expulsions de malades étrangers, notamment sidéens, en situation irrégulière. Les associations de lutte contre le Sida et plus généralement celles qui agissent dans le domaine de la santé et de la précarité s'impliquent d'ailleurs de plus en plus dans le combat antiraciste. Elles ont vivement réagi aux projets de lois qui prévoyaient de supprimer le droit à l'aide médicale, donc à un minimum correct de soins, pour les sans-papiers.

Albert Rochal  
Paris, juin 1996

**QUELQUES JOURS PLUS TARD**, le 15 Juin, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisations contre de nouveaux projets de lois restrictifs en matière d'immigration, plus de 10 000 personnes défilent à Paris avec en tête du cortège ceux que l'on appelle les « réfugiés de Saint Ambroise », les familles, les parents d'enfants français et les travailleurs immigrés qui habitent dans des foyers menacés de destruction. Le quotidien *Libération* évoque « la présence massive et inédite des résidents de foyers d'immigrés... » et précise que « du coup, le cortège prend une autre valeur, celle d'une lutte des immigrés épaulés par les associations » C'est en effet une caractéristique nouvelle du combat antiraciste qui se traduit par la révolte des immigrés sans-papiers, osant affronter ouvertement le gouvernement. La première et la plus importante action dans ce sens commence par l'occupation d'une église.

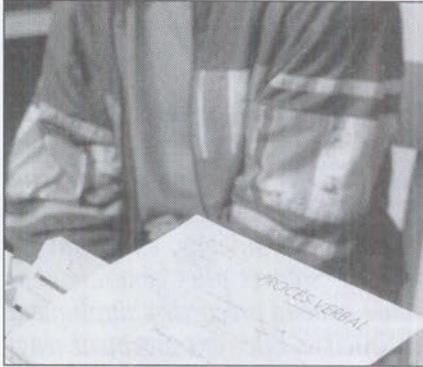
### LES « RÉFUGIÉS DE SAINT-AMBROISE »

Il s'agit de 300 Africains en lutte depuis le 18 Mars 1996 après avoir occupé l'église Saint Ambroise en plein Paris ; ils en ont été expulsés par la police avec l'accord des autorités catholiques, ce qui a provoqué un important scandale en raison de la tradition d'accueil des églises et de l'implication de certains groupes chrétiens dans la défense des immigrés. A noter l'attitude tout aussi

scandaleuse du maire du 11<sup>e</sup> arrondissement, G.Sarre, membre du Parti de J.P Chevènement qui ne manifesta aucun soutien à ces immigrés en butte à la répression. Après une autre expulsion d'un gymnase public, après divers hébergements associatifs et syndicaux (Sud-PTT) ainsi que par une compagnie théâtrale très renommée, les Africain(e)s se retrouvent depuis plusieurs semaines dans des locaux appartenant à la SNCF dans le nord de Paris et ce, grâce à l'aide des syndicalistes cheminots « CFDT en lutte ».

L'affaire de Saint Ambroise est devenue le symbole de la situation faite à des immigrés ou demandeurs d'asile à qui l'administration refuse des papiers, les maintenant ainsi dans une précarité totale.

Elle est aussi le point de départ d'une vague de mobilisations d'immigrés voulant sortir de la clandestinité qui leur est imposée. Le mouvement antiraciste qui après une période de flottement et de désarroi, avait commencé à se réorganiser pour faire face aux nouvelles attaques s'annonçant du côté de la droite gouvernementale, se mobilise en soutien à ces luttes. Une déclaration commune de toutes les associations antiracistes (sauf la direction de SOS-Racisme qui après avoir participé au début de ce mouvement s'en est retirée en prétextant de son caractère trop radical) est ainsi parue dans la presse sous le titre « Tour de France des sans-papiers en colère, qui ne sont pas des clandestins » ; la droite fait campagne



contre les « clandestins », terme qui vise à les criminaliser et à les assimiler à des délinquants, alors que les sans-papiers insistent sur les nombreuses démarches qu'ils font précisément pour sortir de la clandestinité.

C'est donc tout à fait justement qu'à l'issue de la manifestation du 15 Juin, le porte-parole du collectif des organisations remerciait les sans-papiers pour avoir « réveillé » les antiracistes et insistait sur la nécessité de se mettre au diapason des luttes qui se sont développées ces dernières semaines.

Actuellement dans une dizaine de villes et de départements (Lyon, Lille, plusieurs départements de la région parisienne, après Toulouse, Nantes, Versailles...) se déroulent des luttes pour la régularisation. Certaines ont obtenu des succès partiels, notamment dans le cas de ce qu'on appelle les « parents étrangers d'enfants français ». Il s'agit de personnes entrées irrégulièrement sur le territoire, dont le conjoint est le plus souvent en situation régulière voire même de nationalité française et dont les enfants sont nés en France. Or avant que le ministre Pasqua ne fasse modifier en 1994 le code de Nationalité (c'est-à-dire les lois qui déterminent les critères dans ce domaine) un enfant né en France était considéré comme français ; ses parents du coup ne pouvaient pas être expulsés même si leur séjour était considéré irrégulier. Mais comme l'administration refuse de les régulariser, ils se retrouvent dans une situation dramatique : on ne les expulse pas mais ils ne peuvent pas travailler ni accéder à l'aide sociale. Ces parents se sont organisés et ont déjà mené plusieurs actions importantes dont une longue grève de la faim en mai-juin 1995 à la suite de laquelle ils avaient

obtenu des améliorations de leur statut mais les préfectures continuent de mettre des entraves à leur régularisation. Le mouvement en cours ne se limite pas à cette catégorie de sans-papiers, notamment parce que parmi les gens de Saint Ambroise se trouvent essentiellement d'autres victimes de la clandestinisation de masse provoquée par les lois Pasqua : déboutés du droit d'asile (voir encart), parents d'enfants nés sur le territoire français sans en avoir la nationalité ou tout simplement immigrés sans-papiers qui vivent et travaillent ici depuis plusieurs années.

## UNE LONGUE HISTOIRE

La bourgeoisie française dispose d'une solide tradition xénophobe et n'a jamais cessé de manier l'arme du racisme, notamment antisémite, comme au moment de l'Affaire Dreyfus.

La France, à la différence de pays comme l'Italie et l'Espagne, est depuis fort longtemps un pays d'immigration, faisant massivement venir des travailleurs dans les périodes de boom économique et de pénurie de main-d'œuvre puis cherchant à se débarrasser d'eux en période de crise et de chômage. Le thème de l'envahissement ne date pas d'aujourd'hui ; on le retrouve à chaque période de crise touchant successivement les immigrés belges, italiens et espagnols, polonais et toujours les juifs. Les lois discriminatoires suivent une matrice forgée depuis plus de 50 ans : ainsi la législation actuelle s'appuie fortement sur l'ordonnance de 1945 « relative à l'entrée en France et au séjour des étrangers » elle-même en continuité directe avec les lois de 1938 traitant de la « police des étrangers ». Cette tradition discriminatoire, qui contraste avec l'image du pays fondateur de la défense des droits de l'homme a été fortement nourrie par le colonialisme et la guerre coloniale, notamment celle d'Algérie et par la tradition de racisme d'État développée par le régime de Vichy. La bourgeoisie cherche aussi, bien sûr, à développer le racisme comme instrument de division de la classe ouvrière en s'appuyant sur les préjugés xénophobes et le chauvinisme largement répandus. Les directions réformistes ont de tout temps manifesté une coupable adaptation à ces préjugés en acceptant au nom de « l'intérêt national » des mesures discriminatoires contre ceux et celles qui, surexploités et ne disposant pas du droit de vote, sont les victimes désignées des campagnes racistes.

Tous ces facteurs ont connu une aggravation sans précédent depuis l'irruption de la crise économique de 1974 qui conduit à l'arrêt officiel de l'immigration légale. Dès 1979 le président d'alors, Giscard d'Estaing, tente de faire expulser du pays plusieurs centaines de milliers d'immigrés algériens. Après un bref épisode en 1981-1983 au cours duquel la gauche stoppe les

expulsions et régularise 130 000 personnes, on en revient à une politique qui capitule devant la droite et accepte de faire des immigrés les responsables du chômage et de l'insécurité. Le développement du Front national, violemment xénophobe, sert de prétexte aux uns et aux autres pour prendre des mesures restrictives contre les immigrés. Il s'agirait ainsi, en éliminant les « clandestins » de « combattre le racisme et défendre l'intégration ». Mais ce discours se limite le plus souvent à son volet répressif.

## VERS « L'IMMIGRATION-ZÉRO » ?

Ainsi un certain nombre de personnalités qui sont considérées comme des « médiateurs » dans l'affaire des réfugiés de Saint Ambroise ont rendu public un document d'analyse de la politique officielle en matière d'immigration ; ils écrivent :

*« La législation est archaïque et répressive. Elle répond à une image négative de l'étranger. La France a glissé depuis quelques années — et avec une récente accélération — dans un mouvement caractérisé par la fermeture et la répression qui a saisi toute l'Europe occidentale et l'ensemble des pays les plus développés. (...) Ainsi législation et pratique administrative se durcissent-elles rapidement, avec l'espoir que le visage de la nation, ainsi devenu repoussant (au sens propre) contiendra hors des frontières "toute la misère du monde" ». (allusion à une déclaration de M.Rocard alors premier ministre socialiste sur le fait que « la France ne pouvait pas accueillir toute la misère du monde ». Depuis, la droite fait un usage intensif de cette phrase. Les « médiateurs » dénoncent précisément la restriction de la notion de droit d'asile qui est « détournée arbitrairement » puisque « davantage fondée sur l'intérêt supposé du pays d'accueil que sur la seule réalité de la persécution et de l'intérêt du demandeur ». Ils mettent en cause l'exploitation de la clandestinité par laquelle « passeurs, logeurs et employeurs peu scrupuleux entretiennent ainsi une "masse de manœuvre" qui permet une rentabilité et une flexibilité impossibles à réaliser de la même façon dans un cadre légal ». Ils réclament un changement de cap et notamment « une conception du développement des sociétés européennes impliquant la liberté de circulation des personnes » c'est-à-dire : « les régularisations de la situation des étrangers sans-papiers déjà présents sur notre sol dans le respect de critères conformes aux droits humains, à la législation du travail et aux engagements internationaux de la France qui sont au-dessus des lois de la République » (il s'agit des conventions internationales sur le droit des enfants et sur le droit de vivre en famille que bafouent très souvent les pays qui empêchent les travailleurs immigrés de faire venir leur famille.) En effet depuis le retour de la droite au gouvernement en 1993 on*

assiste à un véritable saut qualitatif dans le durcissement. D'abord en raison de la chute sans précédent du nombre d'étrangers autorisés à séjourner en France. La recette est simple : refus croissant du regroupement familial — 21 000 autorisations en 1994 contre 35 000 en moyenne, les années précédentes —, énormes restrictions contre les réfugiés — en 1994 l'OFPRA a débouté 76 % des demandes, elles-mêmes en chute libre —, tracasseries à l'égard des enfants et conjoints de Français. Cette dégringolade ne signifie pas pour autant un arrêt de l'arrivée de nouvelles personnes : il s'agit plutôt d'un basculement vers la clandestinité. C'est en effet l'un des aspects principaux des lois Pasqua que la création de dizaines de milliers de sans-papiers, qui auraient pu auparavant bénéficier d'un statut légal. Cette précarisation s'accompagne d'un bouleversement du statut des jeunes issus de l'immigration, nés en France, maintenant considérés comme des étrangers. Ceux qui en ont la possibilité choisissent massivement et rapidement la naturalisation, sachant que cette option peut être remise en cause. Mais des dizaines de milliers de jeunes — notamment ceux arrivés hors regroupement familial officiel — sont déjà condamnés au statut de clandestins.

La situation des jeunes issus de l'immigration est d'ailleurs particulièrement précaire ( voir encart 2).

## NOVEMBRE-DÉCEMBRE : NOUVELLE OFFENSIVE DE LA DROITE.

Dès le reflux du mouvement gréviste, la droite ressort ses campagnes contre les étrangers. Affaiblie par l'ampleur du mouvement social, elle utilise massivement l'arme de la xénophobie. La commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine élabore de nouvelles lois encore plus barbares que les lois Pasqua. Ainsi sont envisagés l'obligation d'une prise d'empreinte des dix doigts des étrangers pénétrant en France, le doublement de la

durée de rétention administrative en cas de reconduite à la frontière et des restrictions encore plus sévères sur les certificats d'hébergement. Les députés du PCF s'abstiennent lors de la création de cette commission d'enquête « afin de pouvoir contribuer positivement à son travail ».

En même temps une vaste campagne désigne de nouveau les « jeunes des banlieues » comme des bêtes dangereuses. Le plan Vigipirate (vaste plan de contrôle policier et militaire mis en place dans la période des attentats de l'été 1995 avec le soutien du PS et du PC) est allégé mais pas supprimé. Pourtant le bilan tiré par le ministre de l'intérieur lui-même le 19 décembre 1995 à l'Assemblée reconnaît qu'« il n'a donné lieu à aucune arrestation liée aux attentats. Par contre il a permis un véritable déchaînement contre les étrangers maghrébins et africains et les jeunes issus de l'immigration. Qu'on en juge : « Près de 3 millions de personnes contrôlées, 21 450 interpellées pour infraction à la législation sur les étrangers, 1 972 frappées de non-admission aux frontières et 2 324 reconduites aux frontières du territoire ». La commission nationale consultative des droits de l'homme a d'ailleurs protesté contre cette présentation qui confirme que Vigipirate est avant tout un instrument de lutte contre les immigrés. La commission regrette ainsi « que dans plusieurs communiqués du ministère de l'Intérieur relatifs aux résultats du plan Vigipirate aient été mises en relief les infractions à la législation sur les étrangers alors même que ces infractions étaient sans aucun lien avec les menaces terroristes que ce plan a pour objectif de prévenir ».

Cette offensive de la droite gouvernementale s'approfondit et s'aggrave avec les propositions de la majorité parlementaire de droite. Juppé, pousse les ministres et les députés — ravis de l'aubaine — à élaborer des propositions aggravant les lois Pasqua ; ce sont eux qui envisagent notamment de remettre en cause le droit aux soins des sans-papiers alors que le ministre de la Justice fait passer une loi qui assimile au terrorisme l'aide à une personne en séjour irrégulier. C'est alors que commence à s'amor-



cer une riposte. Des collectifs unitaires se mettent en place pour s'opposer à ces projets gouvernementaux ; un mouvement de solidarité et de protestation renaît, forçant la gauche mais aussi l'Eglise catholique à se démarquer clairement des mesures annoncées. Ainsi dans le Parti socialiste, un débat s'engage sur le droit de vote des immigrés et sur le sort des lois Pasqua en cas de victoire de la gauche en 1998. Jospin doit composer avec la volonté de plusieurs courants de remettre le droit de vote des immigrés aux élections locales à l'ordre du jour, alors que le MJS (Jeunesses du PS) se prononce pour son extension à tous les scrutins. Le compromis élaboré comporte donc une réaffirmation de principe de ce droit, tout en précisant qu'il s'agit d'une « perspective » sans actualité en 1998 par exemple puisque les « conditions politiques » ne seraient pas réunies. Nouvelle formulation aussi pour les lois Pasqua qui ne seraient pas « modifiées » mais « remplacées », à défaut d'être abrogées. C'est pourtant cette exigence d'abrogation qui concentrera la volonté de rupture avec la politique xénophobe de la droite menée depuis 1993, comme ce fut le cas en 1988-1989 pour les précédentes lois Pasqua de 1986.

Une nouvelle situation, marquée par l'entrée en lutte des sans-papiers, la naissance d'un mouvement de solidarité plus large, mais aussi une offensive redoublée de la droite et de l'extrême-droite, se présente donc devant le mouvement antiraciste.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui y prend une place non négligeable s'efforce de stimuler l'unité et la convergence des différents combats pour battre la droite, faire abroger les lois Pasqua et imposer des mesures allant dans le sens de l'égalité des droits.



# Le FN veut en découdre !

*Il y a tout juste un an, le Front national (FN) emportait trois villes françaises d'importance : Toulon, Marignane, Orange. Depuis lors, le FN a lancé certaines organisations « socio-professionnelles », est parvenu à être élu dans certains conseils d'administration de HLM, se lance sur le terrain scolaire, entend rendre la France à Jeanne d'Arc (ce qui n'est pas nouveau) et à Clovis (la trouvaille de l'année), n'aime toujours pas l'avortement et donc les droits des femmes et continue bien entendu de rendre l'immigration responsable de tous nos maux... Bref, quel que soit le sujet ou le terrain choisi, il faut s'attendre à trouver un Front national à l'offensive.*

Par Arnaldo Castelleras

Paris, juin 1996

**RETOUR EN JUIN 1995.** Le 18 très exactement, le FN déboule où on ne l'attendait pas. Il rate Vitrolles, Dreux, mais atterrit à Toulon, Marignane, Orange. Ces prises de pouvoir municipal (dans d'autres petits bourgs, le Front gagne la mairie plus discrètement) s'accompagnent surtout du triplement du nombre de ses conseillers et donc de son entrée dans beaucoup de conseils municipaux de grandes et moyennes villes.

Les militants frontistes ne cessent de dire qu'il s'agit là d'une première étape, leur « premier MOT » (pour reprendre les initiales des trois villes conquises). On pourrait être tenté de ne voir là, une fois de plus, que rododromades chères à Le Pen et à son parti. Pourtant, l'analyse détaillée de cette dernière année doit nous pousser à la plus grande inquiétude et, subséquemment, à la plus grande vigilance.

## LE FN EN MUTATION ?

L'année 1995-1996, qui a vu l'irruption d'un mouvement social d'ampleur en France, en décembre, a encouragé le Front national à accélérer sa mue. Jouant un pas de deux, fréquent dès que le parti est en décalage par rapport à la situation politique, le FN s'est fait le chantre du « ni... ni... » : ni Plan Juppé, ni agitation sociale. Si le mécontentement était légitime, le FN déniait aux syndicats « établis » le pouvoir d'encadrer cette mobilisation. Se positionnant en alternative politique, le FN ne pouvait que critiquer les mesures gouvernementales, sur la Sécurité sociale notamment. Il se devait aussi de rassurer en dénonçant l'agitation sociale et les pertur-

bations qui en découlent.

Une partie de ses électeurs étaient dans la rue, il se devait donc de prendre en compte leur mécontentement.

« On nous dit que beaucoup d'électeurs et de sympathisants du FN ont fait grève. Je réponds : c'est de notre devoir de leur montrer en quoi ils se sont fait leurrer. » (National hebdo, décembre 1995).

Le FN, parti de l'alternative (et non de l'alternance), est aussi le parti recours. Le FN, moins à l'aise sur le champ social se sent dépossédé du mécontentement populaire qu'il prétend incarner : « On déplace ainsi le débat politique du terrain national, où le FN était imbattable, sur un prétendu terrain social ». (Op. cit.)

## UN PARTI SOCIAL-NATIONALISTE

Cinq mois plus tard, le 1<sup>er</sup> mai 1996, le Front national devient le « syndicat des Français », se veut le représentant du mouvement social. « Le social c'est le Front national », titre *Français d'abord* (La lettre de Jean-Marie Le Pen, première quinzaine mai 1996). Le défilé frontiste du matin devient « le 1<sup>er</sup> mai national, populaire et social ».

« (...) Il convient de saluer ici la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, plus de sécurité, plus de liberté dans le travail. Saluons ici la mémoire des mineurs, des cheminots, des métallos fiers de leurs outils de travail (...). » (Extrait du discours de J.-M. L. P. le 1<sup>er</sup> Mai 1996.)

Le « social » qui n'a jamais fait recette au FN, devient ainsi l'une des cartes de visi-

te du parti d'extrême-droite. Lui qui n'avait que la plus grande aversion pour les « masses laborieuses », alors trop enclines à suivre les partis de gauche et en tout premier lieu le Parti communiste, les trouve beaucoup plus sympathiques, et fréquentables, depuis que ces dernières sont devenues orphelines... et potentiellement électeurs du FN.

D'où les efforts pour présenter un semblant de social lors du défilé du 1<sup>er</sup> mai, avec quelques banderoles « le SMIC à 7 000 F », « les emplois pour les Français »...

D'où aussi les efforts pour positionner le Front national sur la question de la fonction publique. L'enjeu est de taille car les batailles prévisibles autour des dérèglementations et de la déstructuration du secteur public offre une opportunité pour le FN de ramasser quelques mécontents. La tâche n'est cependant pas simple, connaissant le déficit des thèses frontistes auprès des fonctionnaires. Comme le précise un article de *Ras l'front* (juin 1996) à propos d'un texte de Bruno Mégret intitulé « Défendons notre service public », « Mégret est conscient du déficit que connaît le FN chez les fonctionnaires. Il entend les rassurer quant au sort que leur réserve son parti... » Pour ce faire, il n'hésite pas à les présenter comme les garants de la Nation. « Les fonctionnaires sont les serviteurs de l'État, celui-ci est la colonne vertébrale de la Nation ; le Front national étant par nature le défenseur de celle-ci, il ne conçoit son action politique qu'en soutien, et non en fossoyeur, des serviteurs de l'État. » Comme le résume *Ras l'front*, l'équation devient alors « fonction-

naires = État = Nation = Front national ».

Le programme est clair, « rendre intouchable le critère de préférence nationale à l'embauche, rétablir l'impartialité du secteur administratif, remettre l'État à sa place et assurer avec autorité aux missions régaliennes en donnant aux fonctionnaires des moyens nouveaux et en réhabilitant auprès de l'opinion le prestige de leurs tâches ». En contrepartie de ces belles promesses, il faudra bien sûr rappeler aux fonctionnaires certaines obligations « de réserve, la limitation du droit de grève ». Allons, on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs.

Bruno Mégret, conscient des handicaps, ajoute « les fonctionnaires qui, selon les enquêtes d'opinion paraissent se méfier du mouvement national, doivent savoir qu'ils pourront compter sur nous pour défendre leurs intérêts, ceux de la nation en l'occurrence ».

Le Front national entend donc accompagner résolument son électorat populaire.

Car il s'agit bien de cela. Le Front national, qui a corrigé son programme économique et social dès 1992 (congrès de Nice), conservait néanmoins un déficit d'écoute de la part des ouvriers et des travailleurs.

Cette époque est révolue et les résultats de l'année passée ont indiqué nettement le report massif des suffrages ouvriers et populaires (chômeurs compris) sur les listes de l'extrême-droite (voir article dans *Inprecor* n° 392, juin 1995).

Non content d'avoir attiré sur lui ces suffrages, il lui faut fidéliser les « nouveaux » électeurs, les convaincre de rester en sympathie avec le « mouvement national », voir même de renforcer ses rangs.

Or, si ces derniers ont bien voté pour Le Pen ou le FN en accord ou en sympathie pour les propositions exprimées pendant les campagnes électorales, ils n'ont bien sûr pas lu dans son intégralité le programme du Front. Et c'est tant mieux, car cela laisse le temps aux dirigeants et autres théoriciens frontistes de se mettre d'accord, de peaufiner dossiers et argumentaires et de sortir des synthèses nécessaires au mouvement... et à la direction.

Car tous les dirigeants ne sont pas nécessairement d'accord entre eux. Écoles, formations et origines sont souvent différentes, voire antagonistes, mais l'appât du gain, la volonté (et la quasi-certitude pour certains) d'aller à la victoire leur permet de collaborer ensemble. Non sans une course de vitesse pour détenir les postes clés du mouvement. D'où les quelques réorganisations et arbitrages de Le Pen au cours de l'année écoulée. Mais les rats ne sauraient quitter un navire qui les mène à bon port.

De social, le Front national se préoccupe donc. Au programme, la « préférence nationale » est déclinée dans tous les secteurs. Logement, emploi, école, sécurité

sociale, droits sociaux... Place au national, sauf pour l'application de la « préférence étrangère » pour les licenciements. Ce thème majeur de l'idéologie frontiste lui permet d'organiser le désarroi social et de rationaliser les fantasmes racistes d'une bonne partie de la population. On retrouve là une problématique majeure de l'extrême-droite en temps de crise. Ce même moteur est en marche en France bien sûr, mais aussi en Belgique, en Italie (notamment du Nord), en Autriche...

Cette revendication de la « préférence nationale » devient aussi le fil à plomb des politiques municipales dans les villes tenues par le Front national. Certes, celle-ci n'est pas officiellement légale. Mais, dans de nombreuses administrations, dans certains services et jusque dans certaines ANPE (Agence nationale pour l'emploi), la « préférence nationale » fait des avancées. Bien qu'illégal, on la retrouve appliquée à bas bruit, notamment dans les domaines de la formation et de l'emploi. Il ne s'agit plus là du Front national. Ainsi, dans de nombreuses villes, les politiques racistes se renforcent (refus de certificat d'hébergement, refus de mariage mixte...) et les maires, parfois sous la pression d'un électorat lepéniste important, se dépêchent de mettre en place la politique préconisée par le FN.

Le grand nombre de ses conseillers municipaux lui permet de peser sur les conseils, lors des débats sur le budget par exemple... et, plus grave, lui offre une visibilité de tous les instants. Visibilité, banalisation et, pourquoi pas, à plus ou moins long terme légitimation. La présence d'élus frontistes dans les conseils d'administration de collèges ou de lycées, les relations avec les associations, la possibilité d'intervenir « avec écharpe » dans les conflits sociaux... augmente à n'en pas douter la surface portuse du Front national et de ses idées.

## DES STRUCTURES AD HOC

Plus grave encore, le Front national a profité de cette année pour lancer ou relancer des structures destinées à organiser les travailleurs. On connaissait depuis quelques mois, voire quelques années des associations comme Fraternité française (lancée au congrès de Nice de 1992 ; association de type caritative destinée à concurrencer les Restos du cœur ou le Secours populaire, sur le mode exclusif de la préférence nationale) ou l'Arpej (en destination des jeunes chômeurs français, inaugurée l'année dernière), voici donc les « syndicats FN ». Dans la police ou les transports urbains (RATP à Paris ou TCL à Lyon), ces organisations socio-professionnelles se présentent donc aux élections. Elles entendent représenter le mouvement national sans intermédiaire dans l'entreprise. Tout aussi préoccupante est la présentation de liste FN aux élections HLM. Deux sigles visent à récupérer les électeurs lepénistes « Front national des

DOSSIER :  
EXTRÊME-DROITE,  
RACISME



locataires et Entente française des locataires », dans le secteur très sensible du logement social. Racisme et démagogie sécuritaire sont bien sûr au rendez-vous du programme frontiste, puisque on y retrouve la « préférence nationale pour les attributions de logement » et la « tranquillité dans les cités par l'expulsion des locataires troublant l'ordre public ou par l'interdiction des occupations d'appartement », la cible étant désignée clairement...

L'ensemble de ces offensives n'ont certes pas toutes abouti. Mais il serait stupide de croire qu'elles sont sans danger. La crise sociale et économique ne semblant pas prête d'être résolue, l'alternative en termes politiques (à gauche s'entend) n'étant pas résolument à l'offensive, le FN peut prétendre à tirer les marrons, surtout s'il continue à souffler sur les braises.

## LES IDÉES DU FN PROGRESSED

Le Front national non seulement s'installe confortablement sur ses positions, bétonne son camp mais il se montre en capacité d'influer de manière importante sur la droite. Aux dernières élections sénatoriales (septembre 1995), le FN qui disposait de 685 grands électeurs réunit 1890 suffrages (soit trois fois plus). Et si quelques élus de droite (une infime minorité) sont tentés de rejoindre aujourd'hui le parti de Le Pen, très nombreux sont ceux qui appréhendent le rendez-vous électoral de 1998. Les voix du FN vont peser lourd dans la balance. L'extrême-droite sera, si ce n'est présente au second tour, en position d'arbitrage dans de nombreuses circonscriptions.

Par ailleurs, le Front national a connu cette dernière année une progression de ses



idées. Une enquête d'opinion menée pour le compte du journal *Le Monde* par la SOFRES indique que 33 % des Français est d'accord avec Jean-Marie Le Pen sur l'immigration, 35 % sur la sécurité et la justice, 31 % sur la défense des valeurs traditionnelles (ils sont 46 % à être d'accord avec les grandes options défendues par le FN au sein des sympathisants de droite). Soit environ un Français sur trois !

Ces chiffres sont à rapprocher de ceux publiés dans le journal *Libération* (21 mars 1996) qui titrait « 1995, année noire de la violence raciste ». À l'occasion de la journée internationale contre le racisme, ces quelques chiffres ont été commentés.

Sept meurtres racistes contre un en 1994, ce n'est plus une augmentation, c'est une explosion. Pour mémoire, Marseille, Paris, Le Havre, Cherbourg, Bayonne, Saint-Étienne, Gironde on constate que la violence raciste ne connaît pas de lieux de prédilection. Sept meurtres donc et 537 actes de violence (menaces, graffitis, tracts, démonstrations injurieuses, violences légères...), ces actes ne pouvant tous être recensés car des plaintes ne sont pas toujours déposées. Ils étaient 321 en 1994, 298 en 1993 et 248 en 1992.

Cette progression continue des actes racistes n'est que le reflet d'une banalisation généralisée des opinions racistes. Un sondage réalisé par CSA indique que l'antipathie à l'égard des Maghrébins est affirmée par 45 % des personnes sondées, contre 42 % en 1994 (39 % en 1990). À noter que le taux de ceux qui disent « il y a trop d'Arabes en France », « on n'est plus chez nous », monte à 76 % dans les communes sans ou avec peu d'étrangers et atteint 45 % dans celles où un habitant sur dix est étranger.

Le racisme se nourrit de peur, de fantasmes, de slogans populistes, démagogiques et racistes, même (surtout ?) quand il n'a pas de base concrète pour se développer. Le Front national l'a bien compris et sa progression électorale permanente accompagne et autorise ces expressions toujours plus nombreuses et violentes du racisme. L'attitude du gouvernement, les lois votées, hier et aujourd'hui, ne fait bien sûr que renforcer le phénomène.

Certes, il s'agit là de sondage et non d'élections. Mais dans les quelques élections partielles qui se sont déroulées depuis l'année dernière, le Front national a démontré que bien souvent il restait stable voire progressait, mais surtout qu'il était en position d'arbitrer les deuxièmes tours, soit en y étant présent soit par la consigne de vote qu'il donnait à ses électeurs.

### « VAMPIRISER » LA DROITE

Telle est la stratégie qui a été établie et présentée lors de l'université d'été 1995, à Toulon.

La politique de pression sur la droite va donc aller en s'intensifiant jusqu'aux élections législatives de 1998.

Le message est clair. « Alors, ils (les « élus de base du RPR et de l'UDF ») ont le choix : ou bien ils continuent de se bercer d'illusions et le Front national se chargera de les réveiller en 1998, brutalement ! Ou bien ils mettent leurs actes en cohérence avec leurs idées et ils quittent des partis englués dans leurs compromissions pour se tourner vers le Front et pour s'affranchir des lobbies et du politiquement correct. La place des députés soucieux de l'avenir de la France est autour de Jean-Marie Le Pen : à l'intérieur ou à l'extérieur peu importe, ils doivent travailler avec nous dans un grand rassemblement afin qu'ensemble nous sortions le pays de l'ornière. L'influence grandissante des idées frontistes auprès de l'opinion conduira bientôt, il faut l'espérer, à cette prise de conscience salutaire et porteuse de renouveau pour la France. » (Bruno Mégret, Français d'abord, 2<sup>e</sup> quinzaine avril 1996.)

La discussion semble continuer au sein du Front national sur la stratégie à adopter vis-à-vis de la droite. Aux questions d'un journaliste du *Figaro* (6 juin 1996) qui indiquait deux stratégies à l'œuvre au sein du FN — « l'intégration à une majorité recomposée et la stratégie de substitution évoquée de temps à autre par Jean-Marie Le Pen » —, Bruno Mégret répond : « il est certain que notre objectif est d'appliquer le programme qui est le nôtre au service de notre pays ». Dans une langue de bois destinée à dissimuler les divergences au sein du mouvement, Mégret explique que, certes, ce programme ne pourrait se faire avec les partis de droite tels qu'ils sont aujourd'hui et que donc la ligne de « l'alternative » est réa-

liste ; il n'en garde pas moins au chaud la ligne de la recomposition de la droite et de la droite extrême.

Cette recomposition s'appuierait sur des signes tangibles d'une acceptation toujours plus grande des idées du Front national. « Il n'en demeure pas moins que nos idées ont formidablement progressé dans la société française, y compris dans les rangs du RPR et de l'UDF. J'en veux pour preuve les nombreuses déclarations d'élus de base de la droite parlementaire, qui vont dans notre sens : la pétition pour le rétablissement de la peine de mort signée par les députés RPR et UDF, le rapport Sauvaigo sur l'immigration clandestine, le rapport Pic sur les foyers Sonacotra, les amendements en faveur de la protection de la vie, autant de prises de position qui reprennent les thèmes et les propositions du FN. Il s'agit donc là d'un véritable progrès enregistré sur le terrain idéologique par le Front national, dont les idées pèsent de plus en plus sur la société française. »

Le constat est malheureusement réaliste. Les idées du FN ne se sont jamais autant bien portées. Des rapports gouvernementaux ayant trait aux questions relatives à la politique vis-à-vis de l'immigration aux questions familiales, à l'année Clovis, tout semble « rouler » pour le FN.

Il est donc urgent de non seulement s'opposer à l'offensive raciste du gouvernement (lois Toubon, Debré, rapports Pic, Sauvaigo), aux retours d'une idéologie réactionnaire sur la famille et contre les droits des femmes, mais encore de batailler contre le FN sur les terrains où il mène son offensive (d'où l'appel des syndicalistes antifascistes initié par *Ras l'front*) et, bien sûr, de travailler à construire une alternative capable d'offrir des perspectives radicalement opposées aux contre-valeurs avancées par le Front national.



# Quel socialisme aujourd'hui ?

Après 1968, il était presque à la mode d'être révolutionnaire et de partager l'illusion selon laquelle la révolution serait facile (un « dîner de gala »). On exigeait « tout et tout de suite ». Cette conscience heureuse s'expliquait en partie par les trente (« glorieuses ») années de croissance pratiquement ininterrompue depuis la guerre. Aujourd'hui, après les désastres à l'Est, beaucoup se demandent si la révolution et le socialisme sont encore souhaitables. D'autres, convaincus qu'il faut toujours changer le monde, doutent que ce soit encore possible (1).

**Daniel Bensaïd \***

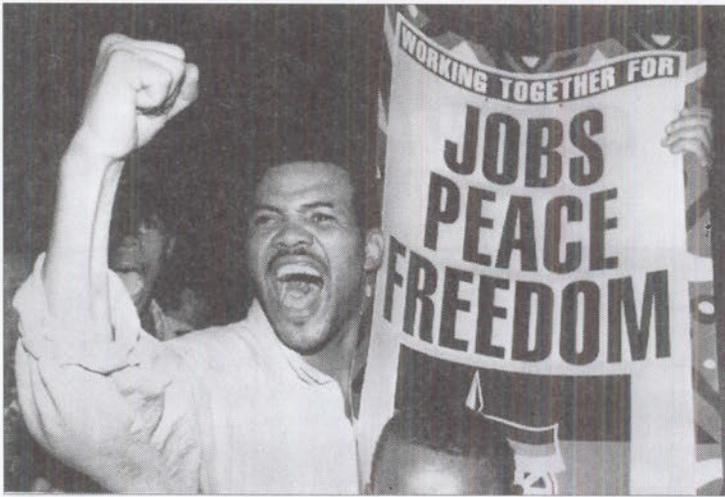
## I. Remettre le problème à l'endroit.

Nous ne sommes pas orphelins d'un modèle de société. Nous le sommes d'autant moins que les régimes qui se sont effondrés avec le mur de Berlin et la désintégration de l'URSS n'ont jamais été à nos yeux les modèles de quoi que ce soit. La lutte pour l'émancipation humaine ne consiste pas à opposer un modèle à un autre. Elle part de la résistance aux injustices, aux humiliations, au mépris généralisé dans un monde où les 20 % les plus riches accaparent 85 % des richesses, alors que les 20 % les plus pauvres s'en partagent moins de 2 %. Cet ordre planétaire marchand, porteur d'inégalités et de

1) Il s'agit de l'intervention de Daniel Bensaïd à la clôture du XII<sup>e</sup> camp international de jeunes tenu en France en 1995.

\* Daniel Bensaïd est membre de la direction de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et membre de la direction de la Quatrième Internationale. Il est notamment l'auteur de *Marx l'intempestif*, *Grandeurs et misères d'une aventure circulaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Fayard et *La discordance des temps*. *Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, les Editions de la Passion.





violences, n'est tout simplement pas acceptable.

Le chômage et l'exclusion massifs sont l'illustration éclatante de l'absurdité du système. Les formidables gains de productivité, permettent de produire autant et plus de richesses en cinq fois moins de temps qu'il y a cinquante ans. Ce temps économisé pourrait être consacré à autre chose :

- à une réduction massive du temps de travail et à une transformation du travail même, condition d'une participation active de tous et toutes à la vie de la cité ;

- à satisfaire des besoins sociaux (logement, éducation, santé, culture). Qui et selon quels critères se permet de décider que l'on s'instruit trop et que l'on se soigne trop ? Pourquoi l'achat d'automobiles serait-il bon pour l'économie et les dépenses de santé mauvaises ?

Cette irrationnalité croissante de la logique du capital (où la création de 700 000 emplois peut faire chuter la bourse de New York), qui mesure tout et organise la société sur la base de l'échange de temps de travail, témoigne des limites de cette mesure misérable. Dès lors que le travail incorpore davantage de connaissances, de plus en plus complexes, il devient irréductible à un travail abstrait.

- Les ravages sur l'environnement et le pillage insouciant des énergies non renouvelables représentent une autre manifestation de cette irrationalité inhérente à la mesure misérable des rapports sociaux. La recherche effrénée du profit à court terme conduit à ignorer le moyen et le long terme (pollutions diverses, déforestation, recyclage des déchets...). « Après moi le déluge » apparaît comme la devise de la course au

principaux besoins sociaux sans dévaster la nature.

- La crise actuelle dure depuis les années soixante-dix sans que les brefs épisodes de reprise ne parviennent à faire reculer le chômage y compris dans les pays riches. Il ne s'agit pas d'un simple problème de rentabilité des entreprises. Les profits se sont redressés sans favoriser pour autant l'investissement productif et la création d'emplois. C'est la spéculation financière qui en a profité. En réalité, cette crise est une crise globale de l'accumulation du capital et de la reproduction des rapports sociaux. La bourgeoisie peut surmonter cette crise, mais ce serait au prix fort pour les exploités et les opprimés. Déjà, sous prétexte de mondialisation, un nouveau partage des territoires et des espaces (économiques, juridiques, communicationnels) est à l'œuvre. Cette grande mutation ne saurait être pacifique. Elle s'accompagne d'ores et déjà de tragédies (Bosnie, Rwanda,

profit. Elle détruit la solidarité entre générations si nécessaire à la reproduction de l'espèce. Seule une économie politiquement maîtrisée et contrôlée, intégrant les impératifs de la longue durée, serait à même de satisfaire les

Tchetchénie). Loin d'être des guerres « d'un autre âge », elle s'inscrivent logiquement dans cette réorganisation planétaire.

Guerres, chômage et exclusion, périls écologiques annoncent un avenir qui n'en est plus un. Déjà, les illusions du progrès selon lesquelles les futures générations vivraient nécessairement mieux que les précédentes, tendent à s'effriter. Il est plus que jamais nécessaire de changer le monde. Le rôle des révolutionnaires est de faire en sorte que cette nécessité devienne possible.

## II. Une autre idée du progrès

En effet, le formidable développement des connaissances et des capacités techniques n'entraîne pas mécaniquement des progrès sociaux et culturels correspondants. Sous le règne du capital, progrès et régression demeurent indissociablement liés. Nous devons donc concevoir des critères de progrès qui ne se réduisent pas aux performances de la grande industrie ou de la « conquête de l'espace ». Au risque de simplifier, nous en retiendrons trois essentiels :

- La réduction massive du temps de travail (rendue possible par les énormes gains de productivité). Elle implique un changement radical du rapport au travail et du contenu du travail lui-même. Cette réduction de la part de vie consacrée à un travail contraint et aliéné, est la première condition du développement démocratique de la société, où tous et toutes auraient les moyens d'exercer pleinement leurs responsabilités et leur contrôle sur les lieux de pouvoir. Elle est aussi la condition du libre épanouissement de



*14<sup>e</sup> Congrès mondial de la Quatrième Internationale.*

*Numéro spécial (hors abonnement)*

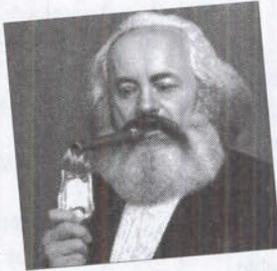
*supplément à Inprecor n° 389*

*A commander à PÉCI, BP 85, 75522, Paris cedex 11.*

*Prix : 50FF ; 15FS ; 300FB.*

tous et de chacun(e). L'admirable diversité des individus constitue en effet une chance à saisir, non pour célébrer l'individualité illusoire et mutilée par l'uniformisation marchande, mais pour développer réellement un individu créatif aux besoins personnels et collectifs de plus en plus riches et diversifiés. Les êtres humains pourraient retrouver ainsi le sens du jeu et les plaisirs du corps aujourd'hui soumis au principe du rendement et à l'hébétéude du grand spectacle sportif.

● La qualité des rapports entre l'homme et la femme (et réciproquement) est bien un autre critère de progrès, dans la mesure où il constitue la première expérience simultanée de l'autre (et de la différence entre les sexes) et de l'universalité de l'espèce. Plus généralement, partout où subsisterait un rapport de domination et d'oppression des femmes par les hommes, l'étranger, le métèque, le venu d'ailleurs, l'autre en un mot, serait aussi menacé. Le soutien à la lutte des femmes pour l'égalité des droits, contre les violences, pour le droit à disposer de son corps, s'inscrit dès aujourd'hui dans cette perspective.



● Il s'agit enfin d'œuvrer à l'avènement d'une humanité réellement universelle et

solidaire, à travers un essor réellement planétaire de la production et de la communication, à travers l'enrichissement de tous par l'apport des différences. L'universalisation marchande soumise aux impératifs du capital reste une universalisation abstraite, contradictoire et mutilée. Sous la dictature du FMI, de la Banque mondiale, et autre OMC (notamment par l'utilisation de la dette), elle nourrit à l'autre bout de la chaîne les paniques identitaires, les replis communautaires, les craintes

religieuses, la xénophobie et le racisme en général. L'Internationalisme généreux et solidaire reste au contraire une idée neuve.

### III. Quel socialisme voulons-nous ?

Il ne s'agit pas de chercher un modèle de rechange ou de tracer les plans d'une cité parfaite. L'avenir s'invente en marchant, à partir des contradictions réelles de l'ordre existant. Mais tout projet révolutionnaire a sa part de rêve. Il faut rêver pour explorer le champ des possibles.



● Imaginer un monde où le travail serait réduit à une demi-journée. Ce qui implique de travailler autrement, d'avoir le temps de se cultiver et de s'éduquer tout au long de sa vie, d'échapper aux spécialisations définitives, de pouvoir être à la fois travailleur, mais aussi poète, peintre et musicien. Il y a aujourd'hui, dans « l'art » professionnalisé une minorité de « professionnels » qui n'ont pas toujours quelque chose à dire, alors que la grande majorité, qui a tant à dire, n'a jamais l'occasion ni les moyens de s'exprimer. La réduction du temps de travail est la condition d'une métamorphose et d'un dépérissement de la division sociale du travail, dans la production comme entre les sexes.

● Produire d'abord pour les besoins du plus grand nombre et non pour une course aveugle au profit et aux privilèges : c'est travailler, habiter, vivre autrement. Une telle perspective est inconcevable sans toucher à la sacro-sainte propriété privée des grands moyens de production et de communication. Comment en effet adapter la production aux besoins, ménager sur le long terme l'environnement naturel, coordonner les efforts et libérer la recherche fondamentale de critères immédiats de rentabilité, laissant la concurrence et le marché (ou encore les fameux marchés financiers) décider à court terme dans le dos des citoyens ? Comment prétendre garantir le droit au logement sans remettre en cause la propriété foncière ? Comment, sans s'attaquer au despotisme de l'entreprise, assurer le transfert des gains de productivité dans le développement d'une santé, d'une éducation, non pas étatisées mais socialisées ? En dépit des discours récents sur l'entreprise citoyenne et malgré des droits



#### ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

- Abonnement  Réabonnement
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (600 FF, 1 AN)
- « Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)
- « Découvrir INPRECOR » \* (75 FF, 3 mois)
- \*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom -Prénom :.....

Rue :.....

Commune / Code postal :.....

Ville :.....

Pays :.....

syndicaux toujours menacés, la réalité de l'entreprise soumise à la loi du profit est le despotisme patronal et non la démocratie. Les polémiques à propos des privatisations et du service public illustrent la question : s'agit-il de rentabiliser à tout prix pour grossir les bénéfices de firmes privées qui en feront ce qui leur chante, hors de tout contrôle de la collectivité, ou de garantir à tous un accès égalitaire à certains biens de base (droit à la nourriture, au logement, à la culture) ? Le droit à l'existence doit l'emporter sur le droit de propriété. Cela n'implique pas une étatisation totale des grands moyens de production et d'échange, mais de donner à la collectivité les moyens de choisir et de contrôler son propre avenir.

● Promouvoir la démocratie la plus large. Qui doit décider ?

Les citoyens associés ou les marchés financiers, selon quels critères et quelles priorités ? Le sort de l'humanité ne saurait se jouer à la corbeille !

La démocratie la plus large suppose le temps de s'informer des grands problèmes, le temps de délibérer directement, et les moyens de se prononcer sans s'en remettre à la compétence exclusive des experts. Il s'agit donc de réhabiliter l'idée même de politique et d'étendre la démocratie de la sphère institutionnelle à celle de la production et de la culture, en généralisant l'autogestion et le contrôle des représentants par les représentés. Ce qui suppose la libre confrontation pluraliste des projets et des programmes, avec pleine souveraineté et indépendance des organisations syndicales, associatives, envers

les partis, l'extension d'une démocratie non seulement politique, mais sociale et autogestionnaire.

● Développer enfin une solidarité internationale contre tous les esprits étroits de clocher et de chapelle. Se penser et agir comme citoyens du monde, conformément à l'ambition initiale de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Ceci implique notamment une solidarité de tous les jours envers les peuples des pays dépendants et dominés qui ont subi des siècles de pillage et de domination. Ce pillage prend aujourd'hui notamment la forme de la dette. Elle permet aux créanciers d'imposer leurs conditions et leur diktat, de renvoyer les pays dits en voie de développement sur la voie du sous-développement. Dans cette perspective générale, quelle est l'Europe que nous voulons ? Celle de Maastricht, celle des marchandises et de la monnaie, celle des juges et des banquiers joue en réalité contre l'idée même d'une Europe ouverte et fraternelle, d'une Europe sociale et démocratique.

Il ne s'agit là que de pistes qui dessinent les contours d'un avenir différent et vivable. Demain commence en effet dans les luttes d'aujourd'hui. Vous connaissez la formule célèbre de Bertolt Brecht : ceux qui luttent un jour sont bons, ceux qui luttent plusieurs années sont très bons, mais ceux qui luttent toute leur vie sont indispensables. C'est cela aussi le socialisme que nous voulons : faire que le plus grand nombre d'êtres humains deviennent « indispensables » ★



## Liste des contacts en Europe

### Allemagne

RSB; Verbindungskanal Linkes Ufer 20-24; 68159 Mannheim.

Tel / Fax : (49 621) 156 40 46

e-mail : avanti@oln.comlink.apc.org

AGVI, VSP Dasselstr. 75-77 ; 50674 Köln.

Tel : (49221) 21 15 55 ; Fax : (49221) 19 23 11 97

e-mail : soz@link-lev.dinoco.de

### Belgique

JWS / JGS; 29 rue Plantin; Bruxelles 1070

Tel : (32 2) 523 40 23, Fax : (32 2) 522 61 27

### Danemark

SAP Ungdomsudvalget, Norre Alle 11 A, Kopenhagen 2200 N

Tel / Fax : (45 3) 537 32 17

e-mail : sdn02457@sdn.dk

### Etat espagnol

Zutik; Traavesia de las Escuelas, SN° 1-1°-IZQ; 48006 Bilbao, Euskadi

### France

JCR-RED; 2 rue Richard Lenoir; Montreuil 93100

Tel : (33 1) 40 09 80 22 ; FAX : (33 1) 40 09 10 93

### Grande-Bretagne

Liberation, PO Box 110, London N4 2UU

Tel : (44 181) 8 00 74 60, Fax : 8 80 18 46

### Grèce

Liberation, 34 Eresson Street, Athens 10681.

Tel : (301) 383 6609

### Italie

Bandiera Rossa; via B. Viarchi, 3; Milan 20158

Tel / Fax : (39 2) 39 32 36 65

### Luxemburg

De Fonken; Boite Postale 1182.

### Pays-Bas

Rebel ; St Jacobsstraat 10-20 ; Amsterdam 1012 NC

Tel : (31 20) 62 59 27 2, Fax: (31 20) 62 03 77 4

e-mail : saprebel@dds.nl

### Pologne

Dalej ! ; PO Box 76 ; 03-912 Warszawa 33.

Anty Nazi Front ; SOFOKLES ; PO Box 2242; 54-414 Wroclaw 47

### Portugal

PSR Jovenes; Rua da Palma 268; Lisboa 1000

Tel : (35 11) 886 46 43 ; Fax : (35 11) 888 2736

### Suède

Ungsocialisterna, Box 235, Hagersten 12909

Tel : (46 8) 337 850 ; Fax : (6 8) 337 530

e-mail : socp@nn.apc.org

### Turquie

c/o Delikrasu İçin Yeniylol

Turnacibasi sok 31/1; 80 050 Beyoglu.Istanboul.

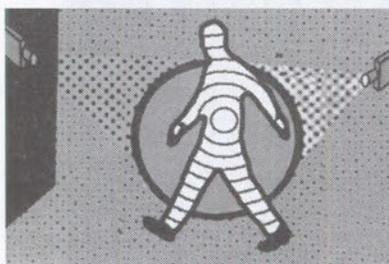
# Europol : un instrument de contrôle

*La fermeture des murs qui entourent l'Union européenne (UE) et la levée des frontières internes entre les pays membres sont suivies de la mise en place d'un énorme réseau de contrôle et de surveillance non seulement des étrangers « indésirables » mais aussi potentiellement de l'ensemble de la population.*

*Par Mads Bruun Pedersen*

**LE SECRET EST LA TECHNIQUE** utilisée par les gouvernements de l'UE ces cinq dernières années pour réaliser leur rêve d'une force de police supranationale et européenne. Il n'y a eu que peu, voire aucune information ou discussion publique sur ce projet. Les libertés civiles et les droits élémentaires sont pourtant menacés.

Peu après que l'Espagne ait pris la présidence de l'UE en juillet 1995, un groupe



de travail au sein de la Commission a produit un document

qui proposait des principes d'orientation pour les bases de données analytiques d'Europol. Ces bases de données sont supposées constituer l'épine dorsale du travail de renseignements d'Europol.

Ce document, présenté aux gouvernements des pays de l'UE mais pas aux Parlements, précisait les critères selon lesquels des informations personnelles pourraient être stockées et traitées dans les bases de données centrales.

Il spécifiait que l'information concernant les opinions politiques d'une personne, ses convictions religieuses, son origine eth-

nique, son orientation sexuelle et son état de santé, devrait pouvoir être stockée et traitée !

Ce ne sont pas seulement les criminels condamnés et les personnes recherchées qui seront enregistrées dans le système informatique. La convention Europol autorise la création de fichiers sur des personnes ni criminelles, ni recherchées, telles que des « personnes-contact », des « témoins potentiels » et même des « victimes potentielles ».

La proposition espagnole n'a pas été soumise au débat public. L'idée était qu'elle circule dans un très petit cercle d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires et de représentants des gouvernements. Depuis des années ces gens travaillent en secret pour préparer la Convention europol, qui a finalement été signée par les pays de l'UE le 26 juillet 1995. La priorité actuelle est d'ébaucher des directives d'application pour les parties de la Convention qui ont été laissées ouvertes. Le niveau de secret a été aussi élevé que pour l'élaboration de la convention elle-même.

La proposition espagnole, cependant, a fait l'objet d'une fuite en direction de la presse, suscitant un tollé dans certains pays de l'Union et des questions aux ministères compétents de la part de divers parlement nationaux. En conséquence, cette proposition a été remplacée par un projet préparé par la Présidence italienne de l'UE. Celui-ci

maintient la possibilité d'enregistrer les informations prévues dans la version originale des Espagnols ! Le « style de vie », le « comportement » et le « mouvement » peuvent être enregistrés, selon des règles qui seront spécifiées ultérieurement !

Cet incident illustre la façon dont fonctionne Europol. Il révèle aussi la manière dont les bureaucrates, les décideurs et les politiciens qui créent la police européenne, raisonnent à propos de nos libertés civiles et des droits de l'homme. Ces gens vivent dans un monde où ils se sentent tellement puissants qu'ils peuvent liquider quelques libertés fondamentales, sans craindre la moindre résistance de notre part ni la moindre gêne pour eux-mêmes. La poursuite de la mise en place d'Europol suggère que malheureusement, ils ont raison.

## LES DÉTECTIVES DE L'UNION

Le secret a été le mot clé depuis que le chancelier Kohl a émis l'idée d'une force de police européenne au Conseil européen de juin 1991. Son idée a été intégrée dans l'article K1-9 du traité de l'Union européenne (traité de Maastricht). Ceci pose la question du « troisième pilier » de Maastricht, un thème d'« intérêt commun », qui doit être négocié au niveau intergouvernemental, plus que d'« intérêt de l'Union », décidé par la Commission européenne, selon une procédure soumise à la loi communautaire.



L'idée d'un « FBI européen » n'est pas nouvelle. Les politiciens et les chefs de la police se sont réunis, depuis la fin des années 70, dans le TREVI, groupe de travail sur les questions du terrorisme, du crime et des narcotiques. C'est là que furent jetées les bases d'une force de police structurée à l'échelle européenne. La discussion devint sérieuse à la fin des années 80.

### DES TACHES OPÉRATIONNELLES

Europol est à présent désignée comme un service de renseignements, sans autorité opérationnelle. Mais la référence à Europol dans le traité de Maastricht est soigneusement rédigée de façon à n'exclure aucune possibilité d'assigner des tâches opérationnelles à l'institution dans le futur.

L'article K1-9 se réfère à « l'organisation d'un système à l'échelle de l'Union destiné à échanger de l'information au sein d'un Bureau de Police ! européen (Europol) ». Dans une déclaration séparée sur la Coopération policière, « les États membres s'accordent à considérer, sur la base d'un rapport, au plus tard en 1994, dans quelle mesure une telle coopération devrait être étendue ». Aucun pas en cette direction n'a encore été fait. Mais c'est surtout à cause de la lenteur du processus de ratification de la Convention Europol dans les pays membres.

La Convention spécifie que l'objet d'Europol est de combattre « le terrorisme, le trafic illicite de drogue et d'autres formes graves du crime international ». Ce dernier point inclut les crimes liés aux substances

nucléaires et radioactives, le trafic d'immigrés clandestins, le vol de marchandises en transit d'un État à l'autre, et la vente illégale de véhicules volés dans un autre pays.

Il y a un conflit entre les États membres à propos de la définition et de la priorité accordée au « terrorisme » parmi les missions d'Europol. La Grèce et l'Espagne en particulier souhaitent une priorité particulière pour ce thème, élargi pour inclure les meurtres, les voies de fait et atteintes à la liberté, les crimes contre l'État et les crimes contre la propriété. Ces types de crimes ont été ajoutés à la Convention à l'Annexe 22. Ceci implique qu'ils peuvent être rattachés aux tâches prioritaires d'Europol à une date ultérieure.

### POLICE SANS CONTROLE

IL n'y a aucun contrôle parlementaire ou indépendant sur la mise en œuvre de la Convention Europol. Cet organisme est dirigé par un Conseil de Représentants désignés par les États membres. A la différence d'autres organisations internationales comme le Conseil de l'Europe, il n'y a même pas une ouverture démocratique partielle à travers une obligation de compte rendu à une assemblée parlementaire ou à une institution démocratique quelconque.

Des désaccords éventuels entre les États membres sur l'interprétation de la Convention doivent être résolus par la Cour européenne de justice de Luxembourg, bien que la Grande-Bretagne et d'autres États s'opposent fortement à confier un rôle à la

Cour européenne, ce qui s'est révélé un caillou dans la chaussure du projet.

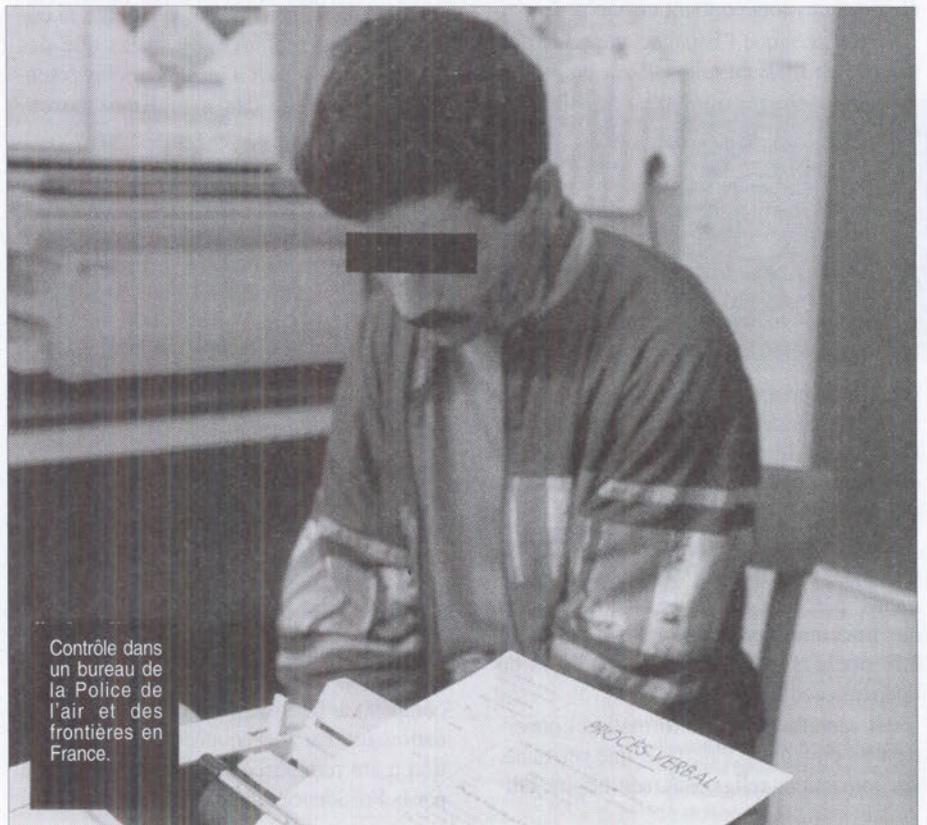
Mais en mars 1996 le Conseil de la Justice et des Affaires intérieures de l'Union européenne a décidé d'avancer sur les règles qui restaient en suspens et de remettre à plus tard la question de la Cour européenne. La plupart des États membres semblent espérer que la Grande-Bretagne va cesser de résister quand viendra le moment d'approuver le projet dans son ensemble, et la mise en place d'Europol pourra se faire.

### MURS ET CONTROLES

Europol ne sera pas la seule organisation européenne destinée au contrôle de la population. L'accord de Schengen a déjà contribué à l'édification de nouveaux et hauts murs autour de la forteresse Europe. Le nombre de demandeurs d'asile capables de présenter une demande dans l'Union européenne décline drastiquement. Les trous dans le mur ont été bouchés avec des exigences de visa, des sanctions contre les transporteurs, une harmonisation des politiques d'asile et un renforcement des contrôles aux frontières externes.

Les résultats de ces politiques apparaissent de temps en temps, lorsqu'on découvre des réfugiés morts dans des containers, échoués sur les plages ou quand des passagers clandestins sont jetés à la mer par des équipages.

Un réfugié doit maintenant se protéger non seulement des ses persécuteurs, mais



Contrôle dans un bureau de la Police de l'air et des frontières en France.

aussi de ceux qui tentent de prendre avantage de sa vulnérabilité lorsqu'il essaie de trouver l'asile dans un pays de l'Union. Plus il est difficile de pénétrer les murs, plus les gens sont désespérés et plus il est facile pour des criminels professionnels de profiter de la situation. Toute une « industrie » pour « aider » les réfugiés, et les séparer de leur argent, a fleuri dans les États tampons à l'Est et au Sud de l'UE.

Les murs internes entre les pays de l'Union ont été démantelés pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre. Mais ceci n'a pas diminué le « besoin » des autorités de contrôler la population. Le contrôle aux frontières a disparu des frontières internes, mais a été remplacé par un contrôle généralisé des migrations sur tout le territoire de l'Union.

La Convention Europol est un outil pour garantir ces mécanismes de contrôle. Les Accords de Schengen en sont un autre, qui introduisent de nouvelles mesures de

coopération policière trans-frontières et des systèmes d'information communs. Il y a l'enregistrement informatisé EURODAC des empreintes digitales des demandeurs d'asile. La Convention de Dublin, elle, établit des normes pour traiter les demandes d'asile. Une série d'autres accords instaure de nouvelles normes pour le contrôle aux frontières, la coopération douanière, la surveillance commune des communications et l'enregistrement de messages, ainsi que le cryptage de la transmission de données.

Séparément et simultanément, ces mesures constituent une menace très sérieuse pour les libertés civiles et les droits fondamentaux de l'homme. Pas seulement à l'égard des réfugiés et des immigrants, qui sont les premiers à subir les effets du nouveau système, mais aussi pour les résidents de l'Europe toute entière.



## Grande-Bretagne

# La petite Bretagne dans la forteresse Europe

Par Simon Deville  
Londres, juin 1996

**LES CONSERVATEURS BRITANNIQUES** introduisent en ce moment une nouvelle législation, le « Asylum and Immigration Bill » (Loi sur l'asile et l'immigration), dont les effets seront ressentis par les réfugiés, les demandeurs d'asile et toute la communauté noire. Un parti Conservateur divisé et affaibli essaie de jouer la carte raciste dans la campagne électorale qui se prépare. Mais cette législation fait aussi partie d'une offensive coordonnée à l'échelle européenne.

L'intégration politique et économique de l'Europe connaît plusieurs difficultés, mais les autorités policières et d'immigration trouvent particulièrement facile d'harmoniser leurs pouvoirs répressifs.

Des modifications dans les règles de la Sécurité sociale, en application depuis le 5 février 1996, retirent le bénéfice des prestations aux demandeurs d'asile déjà entrés sur le territoire (plus de 80 % du total), et à ceux qui font appel d'un refus initial du

ministère de l'Intérieur d'accorder le statut de réfugié. Ces demandeurs d'asile ont perdu leur droit aux allocations logement, invalidité et autres prestations sous conditions de ressources.

Le « Asylum and Immigration Bill » permettra au ministre de l'Intérieur de retirer le droit à prestations à d'autres catégories de résidents nés à l'étranger, y compris ceux qui vivent dans le pays depuis plusieurs années.

La communauté noire installée en Grande-Bretagne est largement le résultat du recrutement direct des entreprises britanniques dans le sous-continent indien et dans les Caraïbes, afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire à la reconstruction du pays après la guerre. Bien que beaucoup de Noirs arrivés en Grande-Bretagne se soient vus exclus des emplois les mieux rémunérés, du logement, et même des bars et restaurants, ceux qui provenaient des colonies britanniques avaient le droit de rester en

Grande-Bretagne et en général obtenaient les mêmes droits que les autres sujets britanniques.

**QUAND SURVINT LA RÉCESSION**, les gouvernements travaillistes et conservateurs successifs passèrent des législations restreignant l'immigration (1965-1971). Néanmoins tous ceux qui avaient déjà le droit de résider en Grande-Bretagne conservèrent les mêmes droits aux prestations sociales que ceux qui étaient nés en Angleterre, Écosse ou Pays de Galles. La grande majorité de la communauté immigrée noire d'aujourd'hui est constituée de citoyens britanniques. En fait il n'y a pas de catégorie juridique d'immigré.

Ceci va changer avec le « Asylum and Immigration Bill ». Il établit une « liste blanche » de pays pour les citoyens desquels les demandes d'asile seront automatiquement refusées. Le Ministère de l'Intérieur précisera quels pays sont « sûrs », sans consultation du Parlement. La liste initiale



inclut le Sri Lanka et l'Algérie. Le Nigeria n'a été retiré de la liste qu'après l'indignation publique soulevée par l'exécution de Ken Saro-Wiwa au début de cette année.

De nombreux Conservateurs ont développé une rhétorique chauvine à propos de l'intégration européenne. Mais ils sont très satisfaits de la clause dite du « troisième pays sûr » incluse dans l'« Asylum and Immigration Bill », qui autorise la Grande-Bretagne à refuser toute demande d'asile émanant d'une personne ayant traversé un autre État européen ou l'un des pays est-européens ayant des accords d'association avec l'Union européenne.

**CETTE NOUVELLE CLAUSE** fait partie du réseau de « coopération » qui unit les États européens afin de rejeter les demandeurs d'asile le plus loin possible en direction de leur pays d'origine. L'« Asylum and Immigration Bill » transforme en crime le fait d'employer une personne sans titre légal de séjour.

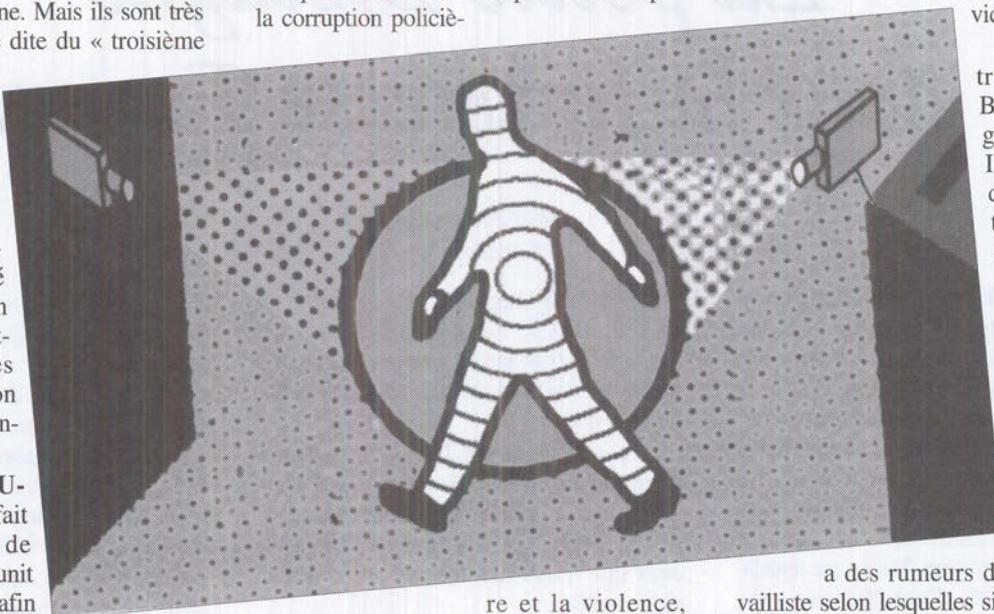
Il ne rendra pas seulement impossible à de nombreux réfugiés de gagner ne serait-ce qu'un revenu minimal, mais, comme d'autres législations similaires à l'étranger l'ont montré, il incitera les employeurs à exercer des discriminations contre les Noirs

à l'embauche. Des mesures pour accélérer les procédures d'appel vont rendre extrêmement difficile pour les demandeurs d'asile, de préparer la documentation pour défendre leur cas, particulièrement parce que l'aide juridique va également être retirée à de nombreux réfugiés.

Pour mettre en œuvre cette législation, il y aura désormais de nombreuses formes de contrôle intérieur sur l'immigration. On demandera systématiquement aux Noirs de prouver leur droit à vivre en Grande-Bretagne. Le Parti conservateur pourrait encore avoir réprimé son désir d'introduire des cartes d'identité obligatoires, mais cette nouvelle loi va en fait obliger les Noirs à porter sur eux en permanence une preuve d'identité et de statut de résident. Bien que la nouvelle législation ne les y oblige pas, nombre d'hôpitaux ont écrit aux médecins de leur zone pour leur demander de vérifier le statut d'immigré de leurs clients avant de les envoyer à l'hôpital pour un traitement.

Ces attaques légales font partie d'une offensive plus générale de l'État contre les communautés noires. Ceci ne fera que renforcer la violence raciste et accélérer la croissance de l'extrême droite.

**ON A DONNÉ À LA POLICE** des droits beaucoup plus importants à travers le Criminal Justice Act, à un moment d'inquiétude croissante du public causée par la corruption policière-



re et la violence, particulièrement la violence de la police à l'égard de la population noire. La liste croissante de morts et de blessés noirs dans les commissariats a augmenté la désillusion du public envers le système de justice criminelle. Les responsables de la police répondent en accusant les noirs des pires crimes. Le chef de la Police métropolitaine de Londres a même déclaré qu'il « comprenait » la « corruption pour la bonne cause » qui amenait ses hommes à falsifier des preuves contre des suspects qui autrement auraient

été acquittés par les tribunaux.

Les polices paramilitaires ont proliféré sur la terre britannique depuis la grève des mineurs de 1984. Ce style de « maintien de l'ordre » autoritaire est particulièrement oppressant dans les zones de banlieue, où réside une grande partie de la population noire.

De façon inhabituelle, le mouvement antiraciste britannique a réalisé son unité en réponse à ces attaques. La « Campagne contre l'Immigration et l'Asylum Bill » (CAIAB) a obtenu le soutien des organisations de l'Église, des associations antiracistes, des organisations de réfugiés, du Trade Union Congress, et de beaucoup de syndicats nationaux, y compris les deux principaux, le syndicat UNISON des travailleurs du secteur public, et le Transport and General Workers Union (TGWU). Les hauts responsables syndicaux ont peu cherché à mobiliser leurs adhérents sur ces questions, mais beaucoup de syndicats ont adopté des résolutions sur le racisme et l'immigration, et coopèrent avec les associations antiracistes au niveau local. Beaucoup de syndicats du secteur public ont adopté des positions encourageant leurs membres à refuser de mettre en œuvre toute mesure qui les obligerait à vérifier le statut légal d'immigré de la population à laquelle ils

fournissent des services.

Le dirigeant travailliste Tony Blair pose un grand problème. Il est en effet déterminé à montrer que son parti est suffisamment « dur contre l'immigration clandestine », et au moins aussi répressif que les Conservateurs pour faire respecter la « loi et l'ordre ». Il y

a des rumeurs dans le Parti travailliste selon lesquelles si la législation en débat était votée par l'actuelle majorité, la future majorité travailliste n'en annulerait que certains éléments.



# Belgique

## Etat de développement de l'extrême-droite

Le Vlaams Blok mène depuis quelques mois une campagne « sociale » sous le slogan « des emplois, pour le peuple propre d'abord », tout un programme ! Le coup d'envoi de cette campagne a été donné lors de la célébration du 1<sup>er</sup> mai à Alost (Flandre orientale), ville à forte tradition ouvrière où, au début de ce siècle, un prêtre catholique (Adolphe Daens) s'insurgeait contre l'exploitation et l'oppression sociales et culturelles. Avec la tentative de récupération du prêtre Daens, le Vlaams Blok s'attaquait ouvertement au parti social-démocrate, bien que le prêtre ne se soit jamais « confessé » au socialisme. Philippe de Winter, principal dirigeant du Vlaams Blok, déclarait : « nous avons pris leur voix. Maintenant nous allons leur prendre leurs symboles. Et plus tard nous prendrons leur pouvoir ».

Mais la raison fondamentale de ce tournant « social » est que le Vlaams Blok, malgré des victoires électorales successives, continue à se trouver dans un isolement quasi total. Le « cordon sanitaire » persiste : à aucun niveau décisionnel, les partis traditionnels ne l'invitent le Vlaams Blok à cogérer. Malgré plus de 10 % des voix en Flandre, une bonne dizaine de parlementaires nationaux et régionaux, des centaines des conseillers municipaux ... le Vlaams Blok reste sur la touche. Il lui faut donc trouver une brèche. De Winter opère un « tournant à gauche sur le terrain social » (comme c'est décrit dans le mensuel de Voorpost, groupuscule non sans influence idéologique, lié au Vlaams Blok). Pour mordre dans un PS co-gestionnaire de la crise et assez discrédité (Vlaams Blok, version « Parti du peuple »). En même temps, il mise sur une ouverture en direction des néolibéraux et la droite de la démocratie-chrétienne (Vlaams Blok, version « Forza Fiandria », cfr., l'alliance italienne entre Berlusconi et Fini). C'est à Anvers, et nulle part ailleurs, que se jouera la partie. La coalition anversoise (allant des néolibéraux jusqu'aux verts et à l'aile droite du mouvement rouge-vert) est, dossier après dossier, dominée par la droite, vu que les forces progressistes qui en font partie refusent de briser le carcan budgétaire. Dans l'opposition, il n'y a que les 18 conseillers fascistes (la plus grande fraction) et ... l'aile gauche du

mouvement rouge-vert, représentée par notre camarade Nadine Peeters. C'est du bilan de cette coalition « antifasciste » que dépendront les chances pour les fascistes de rompre leur « splendid isolation ». Mais ce même bilan sera également décisif pour tracer une alternative à vocation majoritaire.

En Belgique francophone, après une percée aux dernières échéances électorales, le premier parti de l'extrême droite semble bien en perte de vitesse. Le Front national, sous direction du corrompu docteur Daniel Féret, ne sort pas des querelles et scissions, dont la plus importante est celle autour d'un ex-juge, Marguerite Bastien. Les deux groupes en appellent au père spirituel, Jean-Marie Le Pen, pour obtenir une reconnaissance « officielle ». Le FN belge ne parvient pas à se faire « respectable » et est constamment harcelé par des scandales et autres péripéties. Néanmoins, il réussit à s'implanter dans toujours plus de quartiers et communes bruxelloises sur un fond de crise sociale aiguë et de politique souvent raciste et toujours sécuritaire.

Notons finalement la politique sécuritaire et populiste-autoritaire (réfugiés ...) du gouvernement fédéral et le déclin du mouvement antiraciste et antifasciste après les victoires électorales consécutives de l'extrême-droite. Un tableau assez peu attrayant ! ★

Vincent Scheltiens



DOSSIER :  
EXTRÊME-DROITE

ce qu'on appelle les « œuvres sociales » (logement, bourses...), ils n'ont obtenu aucun élu. Cependant, dans quelques endroits, on peut observer des scores allant jusqu'à 25 % ! Reste à voir si la ligne adoptée par le Renouveau étudiant à son dernier congrès lui permettra de sortir d'un isolement qui jusque là était le fait, entre autres, d'un comportement particulièrement agressif dans les universités.

Mais le FNJ a également pour préoccupation de sortir du milieu scolaire. Ainsi il a créé l'ARPEJ (association de recherche pour l'emploi des jeunes) qui se donne pour but de mettre en relation les entreprises et les jeunes Français au chômage. Cette association organise également des distributions devant les ANPE pour attirer les jeunes aux idées du FN. Autre secteur visé par le FNJ : les jeunes agriculteurs avec la création du CJAF (cercle des jeunes agriculteurs de France) dont le rôle est de « défendre les intérêts des jeunes cultivateurs français face à la crise dont souffre particulièrement le monde rural ».

Enfin, le FNJ entend faire du combat culturel contre la « culture d'État totalitaire » une de ses priorités. Cette préoccupation se retrouve aussi dans leur présence à l'université où ils ont pour but de créer des associations culturelles qui leur permettent d'avancer à visage masqué et de faire passer leurs idées de façon détournée. La stratégie du FNJ est bien évidemment en lien avec celle du FN. Le FN axe son orientation sur les thèmes de l'insécurité, de l'immigration et du social, ce qu'il appelle les « trois piliers » ; le « pilier culturel » du FNJ représente donc un « quatrième pilier ».

Malgré ses difficultés à s'implanter, le FNJ est en train de tisser sa toile. Ses propositions sont contraires aux intérêts de la jeunesse : pour le FNJ, l'avenir serait de servir dans une armée professionnelle pour aller soutenir les dictateurs amis de la France et de pouvoir être exploité par un patron dès 14 ans en rendant possible l'apprentissage à cet âge. ★

Luc Boisset

# France

## Jeunes du FN : une offensive tous-terrains

Regroupés au sein du FNJ (Front national de la jeunesse), les jeunes du FN essayent d'occuper tout les terrains.

Le terrain scolaire avec des structures dans les lycées et les universités. Pour les lycées, c'est le FNJ Lycées qui mène campagne contre la violence dans les lycées en assimilant drogue, racket avec l'immigration. Dans les universités, le Renouveau étudiant est chargé de faire passer les idées de « préférence nationale » avec son slogan « les étudiants français d'abord ». Cette structure existe depuis plusieurs années mais jusque là, les résultats n'ont pas été à la hauteur de leurs espérances puisqu'ils n'ont que très peu d'élus dans les conseils régissant la vie des universités et qu'aux élections pour les organismes qui gèrent

## Corée du Sud

# Un « carnaval de réaction »

*Le taux de croissance économique élevé et persistant de la Corée du Sud est en train de transformer ce pays en un protagoniste important de l'économie mondiale. Pour se préparer à jouer ce rôle, le régime a lancé depuis 1992 des campagnes massives de « globalisation » et contre la corruption afin d'aligner la pratique des capitalistes coréens sur celle de leurs partenaires et de leurs concurrents les plus importants.*

*Par Terry Murphy  
Séoul, mai 1996*

LE RÉSULTAT PRINCIPAL DE LA DIVISION de la nation coréenne en 1953 a été ce que le révolutionnaire irlandais, James Connolly aurait appelé un « carnaval de réaction des deux côtés ». Le Sud a mis en œuvre un projet capitaliste de « modernisation » dans lequel les protestataires et les dissidents étaient traités comme des collaborateurs du régime communiste du Nord et durement condamnés à de longues peines de prison, voire à la peine capitale.

En avril 1960, après des élections, de toute évidence truquées, la protestation radicale des étudiants provoqua la démission du gouvernement de Syngman Rhee — corrompu et faible mais soutenu par les Américains — qui avait géré la période de reconstruction depuis la fin de la guerre de Corée. Après une période de relative ouverture politique, un homme fort de l'armée, Park Chung-Hee, s'affirma au pouvoir à la suite d'un coup d'État en mai 1961. Park a dominé la vie politique sud-coréenne pendant de nombreuses années en gouvernant d'une façon de plus en plus arbitraire et personnelle, notamment après la promulgation de la loi martiale en octobre 1972. A partir du milieu des années 70, Park a toutefois dirigé le début d'un projet tardif d'expansion économique, lancé, guidé et financé par l'État. Il estimait qu'une telle intervention de l'État était indispensable pour que la République Sud coréenne puisse continuer à jouer le rôle d'un bastion vital de l'anticommunisme.

En octobre 1979, Park a été assassiné par le chef de la CIA coréenne, un événement qui a provoqué une deuxième crise politique surmontée encore une fois par la promulgation de la loi martiale en décembre 1979. Cette fois l'initiative avait été prise par un groupe au sommet de l'armée et dirigé par Chun Doo-Hwan. L'arrestation de Kim Dae-Jung, qui a été une étape de la consolidation du pouvoir militaire, a été le signal, au mois de mai 1980, d'une vaste protestation, notamment, à Kwangju, ville natale de Kim. Tout au long des années 80, les souvenirs du massacre brutal de Kwangju au moment de sa reconquête par l'armée, a été la honte, à

moitié avouée, d'une bourgeoisie qui voulait de plus en plus se présenter comme moderne, démocratique et technologiquement sophistiquée.

DE FAIT, LA RÉPUBLIQUE AVEC SA PLÉTHORIQUE bureaucratie administrative, avec ses forces armées massives, une CIA omniprésente et une censure politique totale, a réussi à réaliser d'une façon spectaculaire ses principaux objectifs économiques. Au début des années 80 le projet de Park avait donné ses fruits : la Corée disposait d'un certain nombre de *chaebols* vastes et internationalement concurrentiels (des conglomerats de type japonais) tels que Hyundai, Samsung et Daewoo. Tout cela a été mis sur pied sous le regard attentif d'un État autoritaire. Les cinq principaux *chaebols* prévoient un chiffre d'affaire de 130 milliards de dollars pour l'an 2 000. Samsung et Hyundai se sont fixés comme objectif annuel dans cinq ans 200 milliards de dollars.

En même temps, notamment au cours des années 80, se sont développés un puissant mouvement d'étudiants et une nouvelle classe ouvrière. La radicalisation des étudiants et du mouvement ouvrier a été le sous-produit inévitable de la modernisation autoritaire bourgeoise. Ces deux forces ensemble ont aidé à accumuler la dynamique sociale critique qui explosa au mois de juin 1987, au moment où Park avait commencé à préparer la transmission du pouvoir à son copain Roh Tae-Woo. Juste quelques mois avant que la campagne de modernisation ne connaisse son couronnement avec l'organisation des jeux olympiques à Séoul, le pays était secoué par une vague sans précédent de protestation étudiante et ouvrière. Roh et Park étaient à deux doigts de déclencher une guerre civile. Mais finalement ils ont reculé et ont accepté la plupart des revendications de l'opposition : élection présidentielle populaire libre et directe ; libération des prisonniers politiques ; liberté de presse et davantage de droits pour la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier a exploité la crise pour faire valoir sa nouvelle force, en arrachant de nouveaux accords en matière de salaires et de condition de travail. En 1987 et 1988, il y a eu plus de grèves et de mobilisation ouvrière.



Ouvrier du complexe sidérurgique de la Posco à Pohang.

re que dans n'importe quel moment de l'histoire coréenne.

Mais l'opposition électorale à Roh était encore entièrement bourgeoise. Sans doute était-elle déjà complice de la tentative de limiter au maximum l'impact démocratique de 1987-1988. Kim Young-Sam et Kim Dae-Jung, les deux principaux leaders de l'opposition, qui ensemble recueillaient de 55 % des voix populaires, n'ont pas réussi à s'unir lors des élections de 1988 et ainsi Roh est devenu président avec 37 % des voix.

Le pire n'était pas encore arrivé : en 1990, Kim Young-Sam s'est rallié avec ses ex-opposants pour former le Parti libéral démocrate, en unissant sa puissante machine politique basée à Pusan avec celle de Roh et Park basée à Teagu et Kyongsang. L'ambassade américaine à Séoul fut particulièrement heureuse de cette union entre la bourgeoisie dure et la bourgeoisie souple en estimant que par ce chemin l'État coréen fonctionnerait jusqu'au siècle prochain.

Le 18 décembre 1992, Kim Young-Sam a battu Kim Dae-Jung aux élections présidentielles. Dans le but d'en finir avec la corruption du passé et en même temps de préparer la Corée à jouer un rôle plus actif dans l'économie mondiale, le président Kim a lancé une campagne de transparence politique, a révélé sa richesse personnelle (2,1 millions de dollars) et a invité les autres à faire la même chose. Il a aussi fait adopter une loi « Real name financial transaction act » qui a permis de faire la lumière sur les fortunes gigantesques accumulées par l'élite au gouvernement, y compris, par Roh et Park.

La signification des arrestations de Roh et Park est discutée. Il s'agissait soit du lancement de la campagne pour une plus grande transparence, soit d'une mesure pour empêcher qu'on découvre la quantité d'argent donnée par Roh pour aider financièrement la campagne présidentielle de Kim Young-Sam.

L'élargissement des accusations allant jusqu'aux événements en rapport avec la promulgation de la loi martiale et les massacres de Kwangju en 1979-1980 prête également à discussion. S'agit-il de la confirmation du renforcement d'un régime basé sur le droit, comme l'a expliqué le professeur Bruce Cummings dans une intervention à l'université de Séoul, ou d'une tentative de briser l'emprise régionale de l'élite de Teagu et Kyongsang qui a gouverné la Corée depuis l'époque du Président Park. Affaire à suivre.

## LES ÉLECTIONS DE 11 AVRIL

Les élections du 11 avril 1996 se sont déroulées dans une ambiance de déception croissante par rapport aux promesses de lutte contre la corruption qui avait amené Kim Young-Sam au pouvoir en 1992. Néanmoins, le parti de la nouvelle Corée (NKP) de Kim Young-Sam a remporté 139 sièges (sur 299). Le congrès pour une nouvelle politique de Kim Da-Jung a obtenu 79 sièges, les libéraux démocrates de Kim Jong-Pil, issus d'une scission du parti de Kim Young-Sam en 1994, 50. Le Parti démocratique a obtenu 15 sièges, 5 de moins de ce qui était nécessaire pour former un bloc pour la négociation. Un nombre suffisant de ces députés se sont ralliés au NKP pour permettre à Kim Young-Sam d'obtenir une majorité absolue le 21 mai. Pour l'instant le parti au gouvernement a arrêté sa campagne de recrutement qui avait eu beaucoup de succès dans le but d'essayer d'apaiser les deux principaux partis de l'opposition troublés tous les deux par cette perversion du processus démocratique.

Pourquoi le NKP n'a-t-il pas été rejeté par un plus grand nombre d'électeurs ? L'une des explications pourrait être les incursions de la Corée du Nord dans la zone neutralisée et son intention proclamée de ne pas reconnaître d'armistice signée à la fin de la guerre. Mais l'explication la plus substantielle est l'absence d'un choix réel entre les principaux candidats : Kim Dea-Jung et Kim Jong-Pil se sont engagés dans la vie politique depuis les années 60. Jong-Pil aime caractériser le coup d'État de Park de 1961 comme une révolution parce que lui-même y avait joué un rôle central. Sur la base des informations disponibles il n'a pas beaucoup changé depuis. Dans un meeting avec le président qui s'est tenu après les élections, il a demandé au gouvernement d'adopter une attitude plus ferme vis-à-vis des étudiants radicalisés. Kim Dea-Jung avait été deuxième après Park aux élections de 1971 avant que le vieux soldat, fatigué des risques d'une démocratie même limitée, ait déclaré la loi martiale. Pendant cette campagne il a été révélé que Kim Dea-Jung exigeait de grosses sommes de la part des candidats de son parti lorsque un candidat rompait avec lui et l'annonçait à la presse. En d'autres termes les déceptions semblaient aider le gouvernement plutôt que l'opposition. Un scandale de corruption qui éclata quelques jours avant les élections, impliquant un ami personnel du président a eu très peu d'effet. Ainsi, le faible taux de participation aux élections a davantage aidé le parti au gouvernement que l'opposition.

La politique coréenne est très régionalisée, souvent les commentateurs coréens dénoncent l'absence d'une forte culture politique bourgeoise dans le pays : les fortunes des partis politiques varient en fonction du sort de leurs dirigeants politiques, ce qui conduit à une situation très instable et nourrit l'opportunisme au plus haut degré. On dirait que la bourgeoisie elle-même après une si longue période de gouvernement militaire a besoin d'apprendre ce qu'est une démocratie parlementaire adéquate. Si on tient compte du fait que 100 candidats, dont la plupart sont de l'opposition, sont incriminés pour violation de la loi électorale, on comprend que la bourgeoisie n'a pas bien appris la leçon. L'époque « des trois Kim » n'est pas résolue.

## L'ÉCONOMIE

Le 24 avril 1996, moins de trois semaines après les élections, le président Kim a annoncé « une réforme de travail coup de balai ». Lors d'un meeting à Chong Wa Da, au palais prési-

## ★ COREE DU SUD

dentiel, avec la participation des représentants du patronat, des syndicats et du gouvernement, on a annoncé la formation d'une commission présidentielle qui devrait s'occuper d'élaborer de nouvelles lois du travail. Le quotidien en langue anglaise *Korea Times* a écrit que : « les réformes du travail sont liées étroitement à la démarche coréenne pour obtenir une reconnaissance explicite par la communauté internationale au moment de son entrée dans l'OCDE ».

Du point de vue de la classe ouvrière, l'aspect le plus significatif de cette nouvelle loi c'est qu'elle envisage l'interdiction de l'intervention d'une tierce partie dans les conflits du travail ainsi que la participation des syndicats dans la vie politique et la présence de plus d'un seul syndicat sur un lieu de travail donné. Plus généralement, le cadre fondamental de la loi coréenne du travail qui se base encore sur une loi américaine de 1930 (Wagner act) sera remplacée par des décisions d'une commission modelée sur la commission Clinton-Dunlop de 1993. Selon le *Korean Times*, le nouveau code du travail, dont le but est d'adapter la Corée au standard exigé par l'OCDE et le Bureau international du travail (BIT), conduira probablement à la reconnaissance légale de « Minchu Nochong », alliance progressiste du travail ou Conseil coréen des syndicats (KCTU). Cette organisation, qui fut créée par des syndicats dissidents au mois de novembre 1995, est restée illégale en raison de ce que l'État et le *Korean Times* appellent sa ligne « excessivement progressiste » et son défi direct aux lois du travail en vigueur. Le président Kim avait invité des membres « Minchu Nochong » à un meeting pour aider à fixer le cadre de la commission, mais ses représentants refusèrent parce que le gouvernement n'avait pas reconnu leur organisation comme légale. Un représentant du « Minchu Nochong » a déclaré au *Korean Times* que la réforme du travail permettrait aux entrepreneurs d'avoir les mains plus libres dans l'exploitation des travailleurs. La Fédération conservatrice des syndicats coréens (FKTU) a depuis lors accepté l'idée de permettre la formation de plus d'un syndicat sur un lieu de travail et s'oriente vers la reconnaissance de la légitimité de « Minchu Nochong ».

### LA FETE DU PREMIER MAI

Le 1<sup>er</sup> mai dernier, les deux principales organisations syndicales ont tenu à Séoul deux meetings séparés. Dans un meeting de 45 000 personnes organisé par le FKTU avec la participation de Kim Dae-Jung et du premier ministre Lee See-Song, le président de la Fédération Park In-Saing, a revendiqué le droit pour les enseignants et les travailleurs de la fonction publique de constituer des syndicats. Il a soutenu en même temps l'idée que les travailleurs syndiqués devraient avoir le droit de s'engager dans une activité politique et que sa fédération luttera contre l'intention du gouvernement de réviser les normes du travail parce que cela favoriserait les employeurs. Au meeting organisé par « Minchu Nochong » ont assisté 30 000 travailleurs et des milliers d'étudiants solidaires avec les syndicats dissidents.

Dans une enquête établie par l'Institut d'éducation coréenne du travail sur un échantillon de 1 500 personnes, 23,6 % ont déclaré qu'elles soutiendraient un parti du travail si les syndicats décidaient de le former. Le gouvernement a reconnu officiellement en 1995 le 1<sup>er</sup> mai comme fête nationale, en remplaçant la date du 10 mars arbitrairement fixée auparavant. La plupart des entreprises étaient fermées le 1<sup>er</sup> mai alors que l'administration gouvernementale, les écoles et les institutions de l'État où il n'y a pas de syndicats

sont restées ouvertes.

En même temps que le président Kim se prononçait pour une « relation symbiotique » entre le patronat et les travailleurs, le gouvernement se prépare à écraser ce qu'il appelle « le niveau dangereux d'activisme gauchiste dans les universités ». Dans un meeting d'inspecteurs gouvernementaux, un des principaux responsables a annoncé « une campagne contre la diffusion de l'idéologie communiste dans les universités ». Il a prétendu également que le manifeste distribué par la Chonhaknyon, une ligue militante des étudiants, est une reproduction de la propagande nord-coréenne. Le *Korea Herald* a écrit dans son éditorial du 26 avril que le document publié à Séoul par le conseil des étudiants de l'université de Sogang contenait des citations du Manifeste communiste et de l'Idéologie allemande de Karl Marx. L'université Yonsei, elle aussi à Séoul, a été également citée comme un endroit où les étudiants radicalisés sont très actifs. Tout en admettant que les étudiants sont libres de lire individuellement la littérature marxiste, le *Korea Times* a insinué dans un éditorial que la présence de telles citations dans un livre pour les étudiants était une tentative d'endoctrinement collectif. Rappelons que jusqu'en 1987 posséder des exemplaires du Capital était considéré en Corée comme un crime.



### XIII<sup>e</sup> camp international de jeunes

du 20 au 26 juillet, à Amarante, au Portugal.

Prix de séjour : 660 FF. L'hébergement se fait sous tente. Coût du transport en plus.

#### Des formations

- Conséquences de la mondialisation de l'économie, des politiques du FMI et de la Banque mondiale sur les femmes.
- La libération sexuelle.
- Histoire et actualité de la Quatrième internationale.

**Des commissions**, notamment sur les questions scolaires et universitaires, le chômage et la précarité des jeunes, Tchernobyl, la lutte antifasciste, l'auto-organisation des immigrés, le retour de l'ordre moral et ses conséquences sur les droits des femmes; Cuba aujourd'hui, la Bosnie.

#### Des débats

Des journées à thème : Europe, écologie, féminisme, médias, internationalisme.

#### Des expositions

Un atelier de chant. Des activités sportives.

Des délégations de tous les pays d'Europe (Italie, Belgique, Suisse, Pays-Bas, Pologne, Danemark, État espagnol, Suède, Grande-Bretagne, etc.)

#### Un vidéoclub

Fraise et chocolat, La haine, Land and freedom

#### Une discothèque

Des fêtes thématiques et un concert de rap avec le General D.

Pour tout contact voir page 20.

## Mexique

# Rencontre dans la jungle de Berlin

Par Braulio Moro

Juin 1996

**LA JUNGLE À BERLIN ? ... REVE ÉTRANGE**, mais allez seulement faire un tour sur la Friedrichstrasse, ou parcourir les kilomètres et les kilomètres de bâtiments en construction que le gouvernement allemand réalise à un rythme effréné en divers endroits de ce qui fut Berlin Est, presque uniquement des bureaux à louer ou à vendre, tout cela dans la perspective du déplacement du siège du gouvernement de Bonn à Berlin.

La frénésie capitaliste transpire partout, alors que l'économie est en récession et que le gouvernement de Monsieur Kohl s'est lancé dans une offensive brutale contre les conquêtes sociales et syndicales et l'été pourrait bien être chaud si les syndicats décidaient de poursuivre les mobilisations contre la réduction des dépenses sociales.

Berlin n'est qu'un visage différent de cette hydre nommée capitalisme, régi comme il se doit par les normes du profit, de la loi du plus fort imposée au plus faible. Une jungle mercantile où d'autres murs intangibles mais bien réels s'érigent de jour en jour.

C'est dans cette jungle urbaine que se sont rencontrées, du 30 mai au 2 juin derniers, plus de mille personnes venues de 26 pays d'Europe, dans le cadre du Rassemblement continental européen pour l'humanité et contre le néolibéralisme qu'avait convoqué au mois de janvier l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Ce qui semblait au premier abord simple utopie — réunir des personnes de tout un continent pour discuter sur le néolibéralisme et ses alternatives possibles —, a pu devenir réalité par la force de conviction de dizaines et de dizaines de volontaires qui, dans chaque pays, ont travaillé à préparer cet événement.

### CLAIRS-OBSCURS DU RASSEMBLEMENT

Il faut apprécier le rassemblement à la lumière de la situation que connaît depuis quelques années la solidarité internationale, le processus d'affaiblissement des organisations syndicales, la crise de la majorité des organisations politiques (de droite comme de gauche) et le discours même des zapatistes.

Indiscutablement, le seul fait d'avoir réuni dans leur diversité des personnes de tant de pays, aux expériences si différentes, et qui en si peu de jours ont commencé à mettre en commun leurs expériences et leurs préoccupations, est déjà un grand succès. Personne, absolument personne n'avait eu l'audace, pas plus que l'autorité morale, de convoquer pareille réunion, et pour une première expérience de ce type

en ce qui concerne l'Europe, les résultats ne pouvaient être évidemment qu'inégaux et modestes. Mais il y a des résultats, et c'est ce qui compte.

Le rassemblement s'est tenu autour de douze thèmes généraux (néolibéralisme, femmes et féminisme, Europe de l'Est, internationalisme, migrations, etc.) abordés par trente-cinq groupes de travail (il en était prévu initialement plus de quarante) pour permettre d'approfondir la réflexion. Résultat ? La majorité absolue des groupes de travail ont été à même de présenter leurs conclusions par écrit (conclusions lues lors de l'assemblée générale de clôture le 2 juin). Dans les groupes comme lors de l'assemblée finale, on a tout entendu, quelques nécessaires folies de bon sens (l'idée d'un bateau pour le Chiapas) mais aussi d'incroyables aberrations (s'opposer à l'initiative de la quasi totalité des organisations françaises qui impulsent le contre-sommet de Lyon, où elles se battent notamment pour la réduction du temps de travail, sous prétexte qu'on est contre le travail en soi). Ces travaux devraient aider sans doute à la réflexion dans chaque pays et, surtout, permettre la coordination de certaines des activités de solidarité à l'échelle continentale.

L'absence presque générale d'organisations syndicales et politiques d'Europe est l'un des traits obscurs du rassemblement ; à part quelques membres de ces organisations, les syndicats et les forces de gauche n'ont pas été motivés par l'initiative de Berlin. Cette absence est le reflet de la situation politique en Europe, mais il faut mentionner aussi une grave erreur de conception de la part de certains comités organisateurs du rassemblement, qui ont refusé d'inviter syndicats et partis avec l'argument bizarre qu'il risquerait d'être « instrumentalisé politiquement ». Par bonheur, ce type de raisonnement a été écarté de la déclaration finale qui précise que « nous ne sommes pas tous et ne pensons pas non plus pouvoir parler au nom de tous », et qui appelle donc « ceux qui luttent pour la démocratie, la liberté et la justice » à rejoindre l'entreprise gigantesque de la lutte contre le néolibéralisme.

A l'image du Rassemblement continental américain qui s'est tenu à Pâques, la réunion de Berlin a permis de nouer des contacts avec différents pays et d'engager la réflexion sur le type de réseaux de coordination qu'on peut construire aujourd'hui en Europe. Ainsi, les cent vingt femmes qui ont travaillé sur le thème « femmes, féminisme » ont convenu de créer un premier répertoire qui devrait faciliter des échanges réguliers entre elles. De même, les participants de la commission « stratégies globales de communication et solidarité » ont conclu sur une série de propositions auxquelles il faudra réfléchir.

L'un des défis lancés par ce rassemblement (et de fait par l'initiative des zapatistes à l'échelle internationale) porte sur la façon de donner une cohérence à cette nuée d'efforts individuels, cette énorme volonté d'agir, qui se combine avec le rejet de tout ce qui a une odeur « politique » et souvent le choix d'une « solidarité désinformée ». Donnons un exemple.

Lors du rassemblement, l'écrivain Paco Ignacio Taibo II a prononcé un discours très intéressant intitulé « *Les écrivains et la résistance sociale* ». Plus de cent personnes étaient présentes, soit le dixième des participants. A notre grande surprise, les deux tiers des assistants ne savaient pas de qui parlait Taibo II quand il a mentionné les cas de Javier Elorriaga et Sebastian Entzin, deux prisonniers politiques accusés d'appartenir à l'EZLN et libérés début juin par le gouvernement mexicain sous la pression de la mobilisation nationale et internationale.

Il est vrai qu'étaient également représentés à ce rassemblement des comités qui ont une longue tradition de travail de solidarité internationale et qui ne s'en tiennent pas à une lecture acritique des événements, qualité indispensable si on veut, à moyen terme, construire quelque chose de plus concret. C'est le cas des comités du Pays basque, des membres de la Plate-forme de solidarité avec le Chiapas de Madrid, de ceux du comité de solidarité de Brescia en Italie, et de différents comités allemands, notamment.

#### UNE PETITE LUEUR D'ESPOIR

Ce rassemblement continental européen nous a permis de nous voir dans un miroir. Un miroir qui montre aussi tout le chemin qui reste à parcourir. Ainsi, la construction de cette nouvelle « Internationale de l'espoir » dont parlent les zapatistes se heurte-t-elle aujourd'hui aux frontières de l'Europe occidentale ; autrement dit, à part quelques rares exceptions, il n'a pas été possible d'assurer la participation de personnes originaires d'Europe de l'Est. De même, malgré l'appel réitéré de Guillermo Briseño, membre du comité d'organisation du Front zapatiste au Mexique, porteur d'un message en provenance des montagnes du sud-est du Chiapas, proposant d'approuver consensuellement certaines dispositions pratiques de solidarité, le rassemblement a été incapable de prendre la moindre décision concrète dans ce sens.

Pour conclure, on peut dire que cette expérience, au-delà de ses limites et sans fausse modestie, a permis de semer les promesses d'un futur deuxième rassemblement européen. Sans aucun doute, les possibilités de cette nouvelle réunion dépendront pour beaucoup de la situation au Mexique même. Mais si une telle initiative voyait le jour, sur la base de l'expérience et du rassemblement des volontés des militants d'Europe, alors les zapatistes auraient emporté un nouveau succès, en permettant que les Européens reprennent à leur compte le « ya basta » contre le capitalisme.



## Déclaration européenne contre le libéralisme et pour l'humanité

le 2 juin 1996

A l'opinion publique européenne

Aux êtres humains du monde entier

Aujourd'hui nous aussi nous disons « ya basta » !

Nous sommes plus de 1 000 venus de 26 pays européens, membres de groupes sociaux, politiques et culturels, de mouvements et de collectifs, ou simples individus, ceux qui n'ont pas de voix : nous nous sommes proposés de dire non aux forces de destruction qui dominent notre vie en Europe et de refuser tout aussi bien celles qui menacent les peuples hors d'Europe, dans le monde entier, par l'exploitation, la répression et la destruction des conditions matérielles et écologiques de la vie. Nous nous sommes réunis du 30 mai au 2 juin pour crier ensemble avec force « ya basta » !

En tant qu'êtres humains avec des vécus différents, avec des expériences différentes d'oppression raciste, sexiste, patriarcale, sociale, économique et culturelle, nos formes de lutte et nos modalités d'organisation ont été et restent déterminées par de multiples formes de résistance. Nous ne cherchons pas à nier ces différences, et n'avons pas l'illusion de connaître le chemin, ni la recette, la solution, la doctrine, la forme d'organisation, capables d'unifier toutes les différences que nous connaissons. Bien au contraire, nous ne voulons d'aucune unification qui nous priverait de notre variété, dans laquelle nous voyons notre force.

Pourtant nous nous sommes réunis à Berlin pour un but commun. Celui de parler ensemble, de discuter de nos différences et de ce que nous avons en commun et d'inventer de nouveau l'espérance. Et nous ne sommes pas seuls. Au cours de ces semaines et mois, des personnes se réunissent sur tous les continents avec un but identique.

¡ Ya basta ! Par ce cri, l'EZLN a rompu le silence au Chiapas, le 1<sup>er</sup> janvier 1994 au Mexique. Un silence trompeur, qui pouvait paraître approuvateur des maîtres du nouvel-ancien ordre mondial. Mais aussi annoncer la fin de la passivité qui a toujours résulté de nos divisions.

Nous avons repris à notre compte cet appel et nous envoyons aujourd'hui de Berlin notre « ya basta » aux peuples du monde.

Il faut donc voir dans ce premier rassemblement européen contre le libéralisme et pour l'humanité, un début ; le début de la fin des divisions qui nous séparent, sans renoncer à débattre ; le début d'une lutte commune qui ne cache pas les différences ; le début de la recherche d'un accord et de la création d'un réseau par delà les frontières entre pays et entre individus. Nous avons fait ensemble ce premier pas au cours de ces quatre journées, nous avons débattu et analysé, polémique et rêvé dans plus de quarante groupes de travail. Nous n'en sommes qu'au début, mais nous avons eu le courage de nous y engager. Et nous poursuivrons sur la voie que nous nous sommes tracée.

Nous ne sommes pas « tous » et n'avons pas non plus la prétention de pouvoir parler au nom de « tous ». C'est pourquoi nous parlons en notre nom et appelons tous les êtres humains qui luttent pour la démocratie, pour la liberté et pour la justice, à débattre avec nous et à rejoindre la marche entreprise. Ce rassemblement sera suivi par d'autres. Des rassemblements dans des communautés et des villes, des régions et des pays, d'autres rassemblements européens et, finalement, le rassemblement intercontinental qui, fin juillet, se tiendra à La Realidad, dans les montagnes du sud-est mexicain. Là-bas à La Realidad, face à l'Internationale de la terreur se dressera, grandissante, l'Internationale de l'espoir.

« Il n'est pas nécessaire de conquérir le monde. Il nous suffit de le créer à nouveau. Nous. Maintenant. »

Voilà pourquoi nous vous saluons tous d'un énergique « ya basta » !

De la jungle métropolitaine de Berlin.



## Une société morcelée

Le 29 mai, les électeurs ont choisi Benjamin Netanyahu contre Shimon Pérès. Ce choix reflète-t-il un rejet du processus de paix, comme le pense beaucoup d'observateurs ? Une analyse détaillée des résultats montre facilement que tel n'est pas le cas.

*Michel Warshawski  
Jérusalem, juin 1996*

AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1996, le Parti travailliste était à son apogée tandis que la droite était complètement sur la défensive. L'assassinat de Rabin a fourni à Pérès un appui massif et à l'« héritage de Rabin » un soutien populaire incontestable.

Presque personne n'osait remettre en cause la « politique de paix » menée par le dirigeant assassiné. Cette politique avait abouti à un succès complet qui a permis la reconnaissance internationale d'Israël, sa normalisation avec le monde arabe et une amélioration réelle de la sécurité individuelle sans notable résistance de la part de l'opposition palestinienne. Parallèlement, l'extraordinaire croissance économique et l'augmentation des revenus de la majorité de la population israélienne venaient confirmer ce bilan positif.

Tous les sondages prévoyaient une nette victoire de Pérès, favorisée par les divisions, la désorganisation et la panique de l'aile droite de l'opposition. Se basant sur ces données, Shimon Pérès décidait d'anticiper les élections. Toutefois, il devait commettre en même temps deux erreurs fatales.

La première erreur fut de tout faire pour apaiser les sentiments hostiles à la droite et faire retomber la mobilisation provoquée par l'assassinat de Rabin. « L'unité nationale » était l'axe principal de la politique de la direction travailliste qui a tout tenté pour arrêter la moindre tentative de polarisation de la scène politique israélienne. Des meetings avec les colons d'extrême-droite ont été organisés. Ainsi, au lieu d'affirmer un profil politique spécifique, la direction travailliste a avancé un nouveau programme dont l'objectif était de montrer qu'il n'y avait pas de divergence de fond entre le Likoud et les travaillistes, notamment en ce qui concerne le nouveau **concept public** qui devrait être intégré dans la charte de l'accord final israélo-palestinien stipulant qu'une majorité des colonies resteront sous souveraineté israélienne.

Cette tactique a sauvé Benjamin Netanyahu, en lui offrant la légitimité populaire dont il avait besoin et la possibilité de défendre l'idée selon laquelle les divergences avec le Parti travailliste ne sont pas sur la paix, ou sur l'« héritage de Rabin », mais bel et bien sur quelle paix voulons-nous ? Quelle tactique adopter sur la base du consensus établi par Rabin ?

L'« erreur » des travaillistes ne peut se comprendre que si l'on garde à l'esprit le fait que leur politique était bien celle du Likoud avec la rhétorique et le style des travaillistes, et qu'au sein même de la direction travailliste il existait un large courant opposé à la voie « hâtive » identifiée à la politique de Shimon Pérès au Moyen Orient. Pour contrecarrer leur aile droite, les travaillistes auraient du développer une propagande offensive contre la colonisation et en faveur d'un compromis de longue durée avec les Palestiniens. Une telle propagande aurait été un tournant dans l'attitude face à l'Autorité palestinienne, permettant une accélération du processus de négociation. Cette politique ne pouvait pas recueillir l'appui de la majeure partie de la direction travailliste qui soit soutient, soit craint la fraction militaire de la classe dominante israélienne.

La deuxième erreur fut d'assassiner le héros du groupe de Azadin el Qassam, Yihya Ayash, ce qui a provoqué la fin du cessez-le-feu de fait entre Israël et Hamas et réouvert la vague sanglante des opérations-suicide, compromettant ainsi le réel succès des accords israélo-palestiniens en ce qui concerne la sécurité d'Israël.

En décidant d'assassiner Ayash, Pérès a détruit l'image positive dont bénéficiait l'accord israélo-palestinien aux yeux du public. Cette décision dont les conséquences négatives pour les travaillistes étaient manifestes fut le résultat de pressions exercées par l'establishment militaire. Contrairement à Rabin, Pérès était trop faible pour pouvoir refuser les exigences des chefs des Services de sécurité.



## UN PUTSCH MILITAIRE ?

La politique suicidaire du Parti travailliste peut être expliquée soit par son extrême confiance en lui-même après l'assassinat de Rabin, soit par son sens des responsabilités et sa peur de provoquer une polarisation au sein de l'opinion publique israélienne.

Il existe cependant une troisième explication, qui a été avancée par certains commentateurs aussi bien étrangers qu'israéliens, mentionnant une tentative consciente et planifiée de la part de l'establishment militaire pour mettre un terme au gouvernement travailliste ainsi qu'à sa politique de « compromis hâtifs et démesurés ».

Cet establishment est puissant au sein même de la direction travailliste et avait employé tous les moyens pour freiner le processus de négociation israélo-palestinien. A plusieurs occasions, l'armée et les Services de sécurité ont obligé le gouvernement à changer de position : le retrait dans le cadre des accords du Caire de nombreuses avancées énoncées dans la déclaration de principe d'Oslo, la décision de saboter le cessez-le-feu entre le Président Arafat et Hamas, la décision de prendre le contrôle de la zone B suite aux opérations-suicide, la décision de provoquer le Hezbollah par la violation des accords de 1993 concernant le Sud Liban et d'y provoquer la guerre — toutes ces décisions ont été prises sous la pression de l'armée et ont changé complètement l'esprit des relations israélo-palestiniennes établies à Oslo en 1993.

En réalité, c'est relativement sans importance de savoir s'il y a eu une tentative consciente de se débarrasser du personnel de Pérès et des ministres du Meretz, en provoquant la chute de Shimon Pérès, ou seulement des pressions sur le gouver-

nement pour qu'il adopte une politique plus conforme aux intérêts et aux conceptions de l'establishment militaire. Dans les deux cas cela a provoqué l'échec de la stratégie de Pérès dans sa composante la plus importante aux yeux de l'opinion publique israélienne à savoir la question de la sécurité. Jusqu'alors, la « politique de paix » avait été identifiée à davantage de sécurité personnelle, elle a depuis lors perdu sa popularité et nourri la propagande des partis de droite.

En d'autres mots, la chute de Pérès reflète la victoire de la frange militaire de la classe dominante israélienne aux dépens de la frange capitaliste, ou encore, la victoire de la vieille conception militaire qui a dominé les 40 premières années de l'État d'Israël aux dépens de la nouvelle conception accordant la priorité à la normalisation avec le monde arabe comme partie prenante du nouvel ordre mondial. C'est la victoire des forces, toujours puissantes, du passé, au détriment de l'aile marchante et du capital israélien et étranger. Mais une telle victoire n'aurait pu être réalisée sans la grande division au sein de l'opinion publique israélienne qui est en réalité la raison fondamentale de l'échec des travaillistes.

## UNE SOCIÉTÉ DIVISÉE

La nouvelle loi électorale, établissant pour la première fois une séparation entre l'élection du premier ministre et les élections de la Knesset, a fourni à la population israélienne une occasion unique pour s'exprimer de la façon la plus nette. Les résultats des élections ont reflété de façon claire deux tendances majeures de la société israélienne.

L'élection du premier ministre a permis de montrer le grand fossé qui sépare les deux camps antagoniques, ou encore les

deux regroupements sociaux. Il ne s'agit pas de deux camps idéologiques ni de deux camps de classes dans le sens classique du terme. Aussi bien le Likoud que le Parti travailliste sont des partis bourgeois en titre, avec, en gros, le même programme politique et social. Toutefois, aux yeux de l'opinion publique israélienne, ils représentent deux alternatives socio-politiques radicalement opposées.

Trois forces socio-politiques sont réunies derrière Benjamin Netanyahu. D'abord la droite idéologique organisée en partie par le Likoud, le Parti national religieux (PNR) et les autres partis d'extrême droite. Ils ont voté pour Benjamin Netanyahu pour une raison politico-idéologique : ce dernier est plus à droite que Shimon Pérès. Si l'on regarde les résultats des élections à la Knesset on peut estimer le courant de droite à environ un quart des votants, dans la mesure où au moins la moitié des votants du Likoud et une partie substantielle de ceux du PNR ont été motivés, dans leur vote pour le Likoud, non pas par une idéologie politique de droite, mais pour d'autres raisons que nous développons ultérieurement.

Le second groupe qui a voté pour Benjamin Netanyahu concerne la majorité des Juifs orientaux (les Juifs de culture arabe) exprimant ainsi leur rejet du projet de société des travaillistes-Meretz. Pour ces Juifs orientaux, le sionisme travailliste est leur ennemi, c'est l'establishment responsable de leur déculturation et de la discrimination dont ils sont victimes et responsable également des problèmes sociaux auxquels ils sont confrontés. Et par-dessus tout le sionisme travailliste méprise leur culture et leur identité et désire les obliger à cesser d'être Juifs comme ils l'entendent. Leur vote est un vote pro-juif dans un double sens : c'est un vote contre les Arabes et également contre l'occidentalisation et l'américanisation des valeurs et du mode de vie développées en Israël au cours des deux dernières décennies. La majorité des Juifs orientaux sont exclus et menacés par l'occidentalisation d'Israël et considèrent le Parti travailliste et surtout le « courant-gauche » du Meretz comme la principale menace qui pèse sur leur mode de vie et la culture et l'identité auxquelles ils s'identifient. « Tout sauf travailliste-Meretz » tel est leur principal slogan reflétant leur rejet du rêve Pérès-Meretz d'un nouveau Moyen Orient façonné par MacDonald, MTV, la privatisation et l'individualisme total.

La troisième composante du bloc pro-Netanyahu est la communauté religieuse, en partie identique aux deux premiers groupes, mais spécialement motivée par la peur de la « dé-judaïsation » et la sécularisation d'Israël. Dans un sens, les motivations des Juifs orientaux et des religieux sont similaires quant au rejet de la conception occidentale de modernisation défendue par le sionisme travailliste et au rêve d'un « retour à la tradition glorieuse » (principal slogan de Shass) de la vie juive, de ses valeurs et de sa culture. La dimension anti-arabe d'une telle idéologie est davantage due à une peur de tout ce qui est étranger (américain ou arabe) menaçant le type de société dont ils veulent faire partie qu'à un racisme sioniste classique. « Meretz, ce ne sont pas des Juifs » a été un argument très populaire lors de la campagne électorale, c'est-à-dire : ils sont avec les Arabes et n'ont rien de commun avec notre culture et notre héritage. Le parallèle entre la prétendue politique pro-palestinienne et la soi-disant dé-judaïsation d'Israël est la base du large soutien de la majorité des Juifs orientaux aux partis de droite, ou plus exactement leur irréversible rejet du sionisme

travailliste.

A l'opposé de ce camp, on trouve la coalition des élites bourgeoises et petites bourgeoises occidentalises, la population palestinienne et cette minorité au sein de la classe ouvrière qui a peur de tout ce qui est de « masse » considéré comme une menace pour son rêve américain du nouveau Moyen Orient de Pérès.

## L'ÉCHEC DU CREUSET

Le second aspect des résultats des dernières élections est le partage au sein des votes non pas selon des lignes idéologiques, mais selon des sous-groupes sociologiques. Un tiers des voix pour la Knesset ne sont pas allées à des partis idéologiques mais à des formations représentant des sous-groupes : 9 sièges aux partis arabes, 7 pour le Parti russe, 13 aux partis religieux et 10 pour les partis orientaux (religieux). Si l'on considère que le Likoud est le parti où une importante partie de la population orientale s'exprime, nous pouvons dire que 40 à 45 % de la population s'est exprimée non pas sur une base idéologique mais sur la base du sous-groupe auquel elle appartient.

Force est de constater, qu'il ne peut guère exister une expression aussi claire de la division de la société israélienne selon des critères culturels et identitaires ainsi que de l'échec total de l'ancien objectif sioniste de construire une identité et une culture israéliennes à partir du creuset des diverses immigrations. L'intégration sioniste a été un échec et l'objectif principal de créer une nation est aujourd'hui remis en cause. Les « minorités » qui étaient censées être provisoirement un résidu du passé, sont devenues la majorité et leurs expressions spécifiques (à partir de partis spécifiques) sont loin de disparaître, bien au contraire elles ne cessent de se développer d'une élection à une autre.

Ce phénomène se réalise, manifestement, aux dépens des deux grands partis, le Parti travailliste et le Likoud qui sont passés respectivement de 44 à 34 sièges et de 40 à 32 sièges. Et dans une moindre mesure au détriment des partis idéologiques : à gauche, Meretz a perdu 3 de ses 12 sièges et l'extrême droite 1 de ses 3 sièges.

Ces analyses peuvent nous aider à mieux percevoir la relation gauche-droite (c'est-à-dire : modérés extrémistes sur la question des rapports avec les Palestiniens). Au sein de la Knesset sortante il y avait : 61 sièges dans la coalition-Oslo (44 travaillistes + 12 Meretz + 5 listes arabes) en face 49 sièges anti-Oslo (33 Likoud + 6 PNR + 10 d'extrême droite) en plus des sièges des partis orthodoxes religieux non-sionistes. Aujourd'hui nous avons au sein de la Knesset un bloc de droite de 43 sièges, un bloc de centre-gauche ayant 52 sièges avec un centre de 25 mandats (11 non-religieux et 14 des partis orthodoxes). Néanmoins les partis orthodoxes qui avaient auparavant une position modérée sur la question du conflit israélo-arabe sont devenus au cours des dix dernières années de plus en plus partie prenante du bloc de l'aile droite

Toutefois, la coalition qui appuie Netanyahu est hétérogène politiquement. Il y a d'un côté, le PNR avec sa ligne dure sur la question des colonies, de l'autre les faucons travaillistes (le Parti de la troisième voie) qui soutiennent ouvertement le processus d'Oslo et enfin Shass dont la direction religieuse

## ★ ETAT D'ISRAEL

est opposée à l'idéologie du Grand Israël.

### LE VOTE PALESTINIEN

Jusqu'à il y a trois mois tout le monde s'attendait à une impressionnante montée du taux de participation des citoyens palestiniens aux élections, certains pensaient que ce taux allait dépasser les 80 % traditionnellement réalisés par la population juive-israélienne ainsi qu'une grande mobilisation en faveur de Shimon Pérès et un vote palestinien majoritairement pour le Parti travailliste. Les élections étaient perçues comme un point culminant d'un long processus d'« israélisation » de la population arabe en Israël et la fin de ses aspirations nationales comme étant une partie intégrante du peuple palestinien. Ce ne fut pas le cas.

Quelques centaines de (relativement) jeunes militants nationalistes ont changé radicalement le ton et le contenu de la campagne. Ils ont réussi à transformer une campagne assommante et presque apolitique en un débat national vivant. L'Alliance nationale démocratique (regroupant toutes les organisations nationalistes arabes-palestiniennes en Israël) a offert pour la première fois un programme national à la population palestinienne sous le slogan pour une Autonomie culturelle au sein d'un État pour tous les citoyens combinant ainsi des droits nationaux avec une alternative démocratique à l'État juif sioniste. Ainsi la preuve a été donnée qu'avec une direction réelle et un programme clair la population palestinienne d'Israël demeure une minorité extrêmement politisée, capable de jouer un rôle crucial sur la scène politique israélienne.

### NOUVEAU GOUVERNEMENT ET NOUVEAUX DÉFIS

La nouvelle coalition de droite détient aujourd'hui les rênes. Elle aura rapidement à composer avec le processus entamé par la précédente coalition travailliste. On peut présager que la nouvelle coalition ne se retirera pas des négociations ouvertes à Madrid, et poursuivies à Oslo, le Caire et Taba en raison des intérêts de l'impérialisme américain, de la bourgeoisie européenne et des capitalistes israéliens. Le nouveau gouvernement mettra, toutefois, des obstacles sur le chemin des négociations avec les Palestiniens en additionnant de nouvelles provocations à celles, nombreuses, faites au cours des trois dernières années par l'ancien gouvernement travailliste : davantage d'indiscrètes constructions dans les colonies, des mesures à l'encontre des maisons orientales à Jérusalem, davantage de violations des accords (à Hébron par exemple) et davantage de manœuvres pour gagner du temps. Le résultat en sera une nouvelle vague d'opérations militaires et de nouveaux attentats en Israël, ce qui obligera le gouvernement à choisir, par manque de personnel de sécurité, de renforcer la collaboration avec l'Autorité palestinienne. Parallèlement Netanyahu devrait accélérer les négociations avec la Syrie en espérant ainsi gagner du temps dans les tractations avec les Palestiniens.

Les changements attendus auront plutôt une dimension intérieure, à savoir la tentative de réviser la tendance libérale qui s'est développée au cours des quatre dernières années. Une des cibles serait certaines lois civiles, des attaques à l'encontre des femmes, des homosexuels et des droits individuels en général.

Le prochain gouvernement stoppera certainement le processus de réforme du contenu obsolète et réactionnaire du sys-

tème éducatif, mettra fin à l'amélioration substantielle de la situation des citoyens palestiniens en Israël au niveau des services et de la prise en charge gouvernementale.

D'avantage de lois religieuses, davantage de contenu patriotique dans les médias et l'école, davantage de politiques et d'attitudes officielles racistes. Le résultat risque d'être un approfondissement du fossé entre les deux Israël : l'Israël occidental de la classe moyenne libérale se sentant menacé par la nouvelle tendance quasi-fondamentaliste.

L'erreur fatale pour la gauche non-sioniste et surtout pour le bloc arabe au sein de la nouvelle Knesset serait de s'aligner sur ces forces sociales libérales, en dépit des protestations légitimes qu'elles peuvent émettre contre diverses tentatives de limiter leurs droits civiques, leurs libertés individuelles et malgré la tonalité probablement ouvertement raciste de la nouvelle coalition.

La politique du vote blanc n'est pas seulement justifiée face au choix entre Pérès et Netanyahu, elle l'est également dans la prochaine confrontation entre la coalition et l'opposition sioniste. C'est le choix entre le mouvement populaire dirigé par des éléments ultra-droites (aussi bien sur le terrain politique que social) et une élite bourgeoise occidentale défendant ses privilèges et sa conception réactionnaire d'Israël en l'an 2 000.

L'alternative réellement démocratique, pluraliste et non-sioniste a besoin de gagner les forces populaires qui soutiennent le Likoud et ses alliés. Une alternative qui rompe avec la vision de Pérès d'un marché libre au Moyen-Orient, avec un Israël poste avancé de l'occident, organisé selon la devise « chacun pour soi », sans la moindre responsabilité ou solidarité sociales, aussi bien qu'avec l'ancien ordre fondamentaliste et raciste. Tant que le choix de la gauche demeure l'alignement sur la deuxième force au détriment de la première, il n'y aura aucune chance de gagner la majorité des classes exploitées juives. Ces dernières continueront à considérer le Likoud et les partis religieux comme l'unique voie pour se protéger contre les ravages du nouvel ordre mondial, ses privatisations son renoncement à la protection sociale et sa culture MacDonald. Seule la perspective d'un État démocratique intégré en Orient, luttant jusqu'au bout pour la solidarité sociale et l'égalité réelle entre les différents groupes nationaux et les différentes cultures ethniques, est capable de renverser le cours dramatique dans lequel les dernières élections nous ont placés.



Revue mensuelle d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié  
de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point  
de vue de la rédaction.

\*  
Éditée par PÉCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n°  
391 857 562

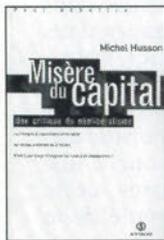
\*  
Rédaction - Administration :  
PÉCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France  
Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61  
E-Mail : 100641.2324@compuserve.com

\*  
Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski  
C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

\*  
Imprimé par Rotographie, 2, rue R. Lenoir, 93100 Montreuil

\*  
Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL,  
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, France.

# Livres du mois



**Michel Husson, *Misère du capital. Une critique du néolibéralisme*, Syros, collection 125 F.**

Dans un article récent (« Le retour de la régulation marchande », *Alternatives économiques*, n° 137, mai 1996), Robert Boyer (un des économistes fondateurs de l'« école de la régulation »), décrit les effets destructeurs du « tout-marché » à l'américaine et dessine deux avenir possibles : la crise structurelle et la rébellion de ce qu'il appelle les « acteurs sociaux ». Son article se termine par une interrogation : « Quand éclateront ces crises, les programmes alternatifs seront-ils prêts ou un nationalisme passéiste triomphera-t-il ? » Robert Boyer a raison de pointer les risques de captation par des forces nationalistes du mécontentement social engendré (dans l'Union européenne en particulier) par les politiques néolibérales. Ce qu'il néglige, c'est que, pour s'opposer à cette dérive, on ne peut se contenter d'élaboration programmatique pour le moyen et le long terme, il faut avancer des perspectives immédiates pour le mouvement social. C'est à cette double tâche que s'attaque le livre de Michel Husson, *Misère du capital, une critique du néolibéralisme*.

Dans un volume restreint, l'auteur réussit à reprendre et à actualiser des aspects essentiels du développement de l'économie capitaliste (schémas de reproduction, dynamique du taux de profit) pour déboucher sur une analyse de l'onde longue récessive qui enrichit les travaux d'Ernest Mandel. La deuxième partie du livre montre comment le marché capitaliste, loin d'être un facteur de convergence des économies, renforce la « fracture planétaire » entre Nord et Sud tandis qu'en Europe la logique des accords de Maastricht réduit les possibilités de politiques contra-cycliques coordonnées.

La troisième partie aborde de front la question des alternatives. Sous le titre « Les chemins de traverse », Michel Husson fait une critique acérée des théories selon lesquelles, malgré la crise du capitalisme, des avancées progressistes seraient naturellement en train de se faire du côté de l'évolution du travail avec le soi-disant « temps choisi » et la remise en cause du travail contraint au profit de la « libre activité ». Il égratigne au passage les conceptions en vogue dans certains cercles du parti communiste français sur la possibilité d'imposer d'autres critères de gestion au capitalisme. Il affirme justement qu'on ne peut éluder la logique globale du système et que toute idée de dépassement de sa crise par construction de « zones libérées » à l'écart de son noyau dur débouche tôt ou tard sur une impasse. Michel Husson décrit ensuite les caractéristiques générales d'une alternative à la « barbarie électronique » du capitalisme et souligne qu'il ne faut pas « tourner autour du pot » : une telle alternative a toujours été désignée sous le terme de socialisme. Dans des pages malheureusement trop brèves, il aborde les moyens de faire prévaloir la « logique des besoins », c'est-à-dire les problèmes de la planification et du marché. L'auteur reconnaît qu'il faudra du temps avant de reconstruire un projet socialiste mobilisateur ; la pire des erreurs serait cependant de se retirer du monde pour réfléchir à un projet de société idéale qui s'imposera par la vertu de son évidence. Il faut au contraire avancer au quotidien des perspectives mobilisa-

trices partant des droits et des besoins essentiels des travailleurs et des citoyens que le développement acquis des richesses permettrait de satisfaire mais auxquels le capitalisme s'oppose de plus en plus. Au premier rang de ces droits, se trouve le droit à un emploi d'où le caractère central de la revendication de réduction du temps de travail.

Revenant implicitement sur une formule de Mai 68 (« demander l'impossible »), Michel Husson conclut que « pour jeter les bases d'un anti-capitalisme contemporain, il n'est plus besoin de demander la lune. Il suffit aujourd'hui avec obstination... de demander le possible ». Pour terminer, il faut ajouter, qu'outre ses qualités de fond, le livre présente l'avantage d'être accessible à un large public. ★

Henri Wilno

**Hoang-Ngoc Liêm, *Salaires et emploi. Une critique de la pensée unique*, Syros, collection « Alternatives économiques ».**

Ce livre s'attaque au cœur de la bête, à savoir à la thèse dominante chez les économistes bourgeois selon laquelle le chômage s'expliquerait par les « rigidités du marché du travail » et notamment par un « coût du travail » excessif. Cette entreprise critique est menée d'un point de vue keynésien qui cherche à restituer l'intégralité de la pensée de Keynes, trahi par ses « héritiers académiques » qui se seraient glissés dans le moule néoclassique. L'ouvrage remplit parfaitement ce contrat et propose une critique d'autant plus efficace qu'elle ne craint pas d'aller au charbon et de décortiquer par le menu les théories à la mode sur le chômage.

La seconde partie examine la genèse de la « préférence française pour le libéralisme social », de Bérégovoy à Minc. Elle montre très bien comment l'abaissement du coût du travail vertèbre l'ensemble du projet, malgré l'absence de tests économétriques probants, et, ce qui est plus grave, de résultats concrets pour une politique menée pourtant depuis des années. Mais la troisième partie, visant à sortir de la pensée unique apparaît moins convaincante, peut-être parce qu'elle ne réussit pas, quant à elle, à sortir de la pensée keynésienne. Le modèle alternatif proposé repose sur deux idées sympathiques : une relance européenne remettant en cause les critères de convergence de Maastricht et la recherche d'une compétitivité fondée sur autre chose que le bas niveau des salaires.

On peut penser que tout cela ne suffit plus et reste en deçà des exigences d'une véritable sortie de crise. Mais surtout l'auteur n'explique pas vraiment ce qui éloigne l'Europe concrète de cette voie dont on discerne mal les inconvénients qu'elle pourrait avoir, même pour le patronat. Enfin, la réduction du temps de travail occupe dans ce dispositif une place trop accessoire, et ses modalités restent insuffisamment discutées. Ces remarques critiques ne devraient cependant pas faire oublier l'essentiel : dans le climat régressif actuel, le livre de Hoang-Ngoc constitue un instrument précieux qui fait mouche et — ce qui ne gâte rien — il est clair et agréable à lire. ★

Maxime Durand

## FRANCE

### 3 500 participants à la Fête de la LCR

Ils sont venus, ils étaient tous là. Les représentants bien sûr de toutes les forces de gauche (PC, PS, Lutte ouvrière, Mouvement des citoyens, Verts) mais aussi de nombreux « ex » tous surpris de ces retrouvailles vaguement planifiées. Et puis les jeunes, de très nombreux jeunes, heureux de découvrir l'insolence des affiches d'un joli moi de mai 1968. Des Parisiens et des provinciaux. Des femmes, des hommes, des enfants. Une centaine d'enfants prenant gentiment d'assaut l'espace qui leur était réservé. Le tout dans une ambiance sympa, chaleureuse et fraternelle. Qualité d'écoute dans les forums (sur les mouvements sociaux en Europe, la situation de la gauche, le combat antifasciste, la question scolaire ou encore la crise du service public de l'audiovisuel) comme dans les discussions improvisées, ici ou là, alternant avec les moments de détente à l'espace restauration, autour de l'exposition photos de Joël F. Volson ou tout simplement dans l'herbe. Gros succès du stand des réfugiés de St Ambroise, de celui d'*Inprecor* ou de celui de la solidarité avec le Chiapas. La librairie La Brèche ne désemplira jamais. Un dirigeant de Lutte ouvrière regrettera « qu'il n'y ait pas plus de fête à l'extrême gauche ». Un printemps en hiver, cela vous fait des miracles comme ce petit vent d'espoir, guilleret et déterminé, qui annonce que cette fois, c'est sûr, les choses vont changer. La presse écrite et les médias audiovisuels ont largement couvert l'événement de *Libération* à *L'humanité* en passant par *Le Figaro* et le *Journal du Dimanche* et sans oublier les médias audiovisuels s'attachant à peser les chances de voir se concrétiser « *l'Entente pour l'Espoir* » que la LCR appelle de ses vœux. Une perspective qui s'inscrit dans le prolongement direct du mouvement unitaire de décembre et qui vise à rassembler militants et formations de gauche sur les axes d'un programme qui s'en fasse l'écho pour qu'une éventuelle victoire de gauche aux législatives de 1998 ne se solde pas par un nouveau désastre récurrent du type Union de la gauche.

La soirée ne pouvait être qu'à la hauteur avec ce meeting qui a réuni pour la première fois depuis longtemps plus de trois mille participants autour de Laurence des JCR-Red, de Madjyguène des réfugiés de la rue Pajol, de notre ami Gilles Perrault et d'Alain Krivine. Meeting salué fraternellement par Paulette Frost, maire communiste de St Ouen. Le chanteur Renaud a mis comme un point d'orgue à la journée avec un concert exceptionnel qui fit chavirer la grande nef de l'île des Vannes avec ce cadeau en forme de rappel de quarante minutes où seul, face au public, il reprit la plupart de ses anciens succès. Cette initiative qui clos une année chargée pour la LCR ne fut possible que grâce au concours de tous ces amis. Que toutes et tous en soient remerciés, sans oublier les équipes techniques, celle de l'île des Vannes, celle de la mairie de St Ouen, celle de Backline — VMA, celle de « Potard hurlant », celle de la Croix Rouge et celles de la LCR et des JCR qui se sont dépensées sans compter pour assurer le plein succès de cette Fête rouge, édition 1996. ★

### Les Autres Voix de la planète Anti-G7

La riposte à la réunion du G7, à Lyon, en cette fin du mois de juin, aura connu un plein succès. Les obstacles n'avaient pourtant pas manqué dans le cours de sa préparation.

Depuis un an, une coalition unitaire, les Autres Voix de la planète, travaillait à préparer une manifestation nationale et un contre-sommet réunissant les représentants de toutes les résistances

à la mondialisation libérale. Forte de quelque cent cinquante associations, organisations non gouvernementales, syndicats et partis, elle n'était pourtant pas parvenue à regrouper l'ensemble des forces concernées par cette action. Ainsi, certains n'avaient adhéré à la coalition que de manière symbolique (tel le Parti communiste français), et d'autres s'en étaient délibérément tenus à l'écart (telles les confédérations syndicales, seuls SUD-PTT, la gauche de la confédération CFDT regroupée dans « Tous ensemble » et la FSU s'étant engagés dans l'action unitaire). Résultat, si les « Autres Voix » organisaient une manifestation nationale le 22 juin et un contre-sommet le même week-end, la CGT prenait rapidement l'initiative d'une démonstration syndicale le mardi suivant. Moins que le souci d'une autonomie des organisations de salariés, cette attitude trouvait son origine dans la volonté de la première confédération française de relayer son offensive pour entrer dans la Confédération européenne des syndicats, ce qui lui est encore refusé. Elle multiplia donc ses contacts et finit par aboutir à un appel national des confédérations CGT et CFDT, relayé localement par les organisations de la FSU et de Force ouvrière.

Grâce à l'attitude résolument unitaire des Autres voix de la planète, l'éparpillement des manifestations ne conduisit pas toutefois à une logique de concurrence qui eût été désastreuse. La CGT fut donc conviée à participer aux forums des 22 et 23 juin et à démontrer, par sa présence à la manifestation nationale, la complémentarité des mobilisations anti-G7. Cela permit tout d'abord au week-end des 22 et 23 juin de remplir l'ensemble de ses objectifs : affirmer haut et clair une volonté solidaire, appeler à la convergence des résistances, nationales et internationales, aux politiques libérales. Douze mille personnes, venues de toute la France et de quelques pays limitrophes, participèrent à la manifestation du samedi après-midi. Et plusieurs centaines d'entre eux assistèrent aux différents forums de discussion. Le meeting final devait être à l'image de l'objectif recherché. Il réunit Octavio Rodriguez Araujo, de l'EZLN, Elias Araujo, du Mouvement des sans terre du Brésil, Gabriel Malsa, de la Martinique pour les mouvements anticolonialistes, Binat Sarr, féministe sénégalaise, Joaquin Nieto, des Commissions ouvrières de l'État espagnol, Louis Weber, de la FSU pour les organisations syndicales engagées dans la campagne, ainsi que des représentants de la Ligue des droits de l'homme, de Droit au logement et d'Agir ensemble contre le chômage. Une « Adresse au G7 » y fut adoptée, reprenant les sept exigences prioritaires ressortant des débats : l'abolition du chômage et de la précarité ; le maintien et l'extension des services publics ; l'extension des droits essentiels à la santé, à l'éducation, à une protection sociale de qualité, au logement et à la terre ; l'égalité des droits pour toutes et tous ; l'abolition totale du système de la dette ; le désarmement nucléaire universel et total ; l'arrêt du pillage des ressources naturelles et de l'empoisonnement de la planète.

Deux jours après, de 25 000 à 50 000 personnes, selon les estimations, se retrouvaient à l'appel des syndicats. Une démonstration de force considérable pour la capitale des Gaules, même s'il doit moins à la mobilisation des salariés qu'aux capacités propres de l'appareil de la CGT. Reste que c'est la première fois que, réuni dans un appel commun, le mouvement ouvrier aura tenu à faire entendre sa voix face aux sept seigneurs de la planète.

De bon augure pour la suite...★

Nouvelles du Monde